



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 JUILLET 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2125

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 30 juin 1899, de nommer MM. Philippe Malouin, protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Québec, des cité et district de Québec, et John P. Noyes, protonotaire conjoint, du district de Bedford, de Sweetsburg, commissaires " Per dedimus Potestatem. "

2531

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 30 juin 1899, de nommer M. Warren Reuben Leet, du village de Danville, comté de Richmond, juge de paix, en vertu de l'article 2572, des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Saint-François.

2527

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 30 juin 1899, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th JULY, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2126

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the 30th of June, 1899, to appoint Messrs. Philippe Malouin, prothonotary of the superior court, for the district of Quebec, of the city and district of Quebec, and John P. Noyes, joint prothonotary, of the district of Bedford, of Sweetsburg, commissioners " Per dedimus Potestatem. "

2532

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June, 1899, to appoint Mr. Warren Reuben Leet, of the village of Danville, county of Richmond, a justice of the peace, in virtue of article 2572, R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Saint Francis.

2528

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June, 1899, to associate the following parties to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District de Montréal. — R. A. Dunton, N. P., de la cité de Montréal.

District d'Ottawa. — MM. Hyacinthe Charlebois, Téléphore Gauthier, Joseph Chabot, Benjamin St-Denis, junior, de la paroisse de Sainte-Angélique, P.O., Papineauville; William F. Smith, James Cosgrove, John Taylor, Frank Laing, George L. Brewer, du township de Buckingham, comté d'Ottawa. 2529

District of Montreal. — R. A. Dunton, N. P., of the city of Montreal.

District of Ottawa.—Messrs. Hyacinthe Charlebois, Téléphore Gauthier, Joseph Chabot, Benjamin St-Denis, junior, of the parish of Sainte Angélique, P.O., Papineauville; William F. Smith, James Cosgrove, John Taylor, Frank Laing, George L. Brewer, of the township of Buckingham, county of Ottawa. 2530

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTE.
Québec. }
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } ATTENDU que dans et
Assist. Proc. Général. } par un acte du Parle-
ment de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bre-
tagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième
année de Notre Règne, et intitulé : " Acte concer-
nant l'union et le gouvernement du Canada, de la
Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi
que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres
choses décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de
Québec pourra, de temps à autre, par proclamation,
sous le grand Sceau de la province, devant venir en
force au jour y mentionné, établir des cantons dans
les parties de la province de Québec, dans lesquelles
il n'en a pas encore été établis et en fixer les tenants
et aboutissants ; " ET ATTENDU que Nous avons jugé
à propos d'établir une certaine étendue de Nos
terres incultes, sise et située dans le comté d'OT-
TAWA, dans le district d'OTTAWA, dans Notre
province de Québec, en un canton sous le nom de
canton CAMPBELL.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du
Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-
Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par
Notre présente proclamation royale, établissons en
un canton, sous le nom de canton CAMPBELL, cette
étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le
dit comté d'OTTAWA, dans le dit district d'OTTA-
WA, dans Notre dite province de Québec, et délimitée
et décrite comme suit, dans et par le rapport de
l'honorable Adélaré Turgeon, Notre Commissaire
de la Colonisation et des Mines, dans Notre dite
province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur
de Notre dite province, savoir :

Toute l'étendue de terrain bornée au nord
par le canton projeté de Wurtele, au sud par
le canton de Kiamika, au nord-est par les can-
tons projetés de Moreau et de Rochon, au sud-
est par le canton projeté de Boyer, et à l'ouest
par la rivière du Lièvre.

Les limites de cette étendue de terrain sont
comme suit, savoir :

Partant de l'angle nord-ouest du dit canton
Kiamika, sur la rive gauche de la rivière du
Lièvre, la limite nord de ce canton telle qu'elle
existe sur le terrain et dont la direction théo-
rique est est astronomique, sur une longueur
de huit cent dix-huit chaînes (818), plus ou
moins, jusqu'à la rencontre de la limite nord-
ouest du dit canton projeté de Boyer ; de là,
cette dernière limite ou ligne d'exploration
de la rivière du Lièvre au Saint-Maurice,
telle qu'elle existe sur le terrain et

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen,
Defender of the Faith. &c. &c. &c.
To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } WHEREAS, in and by
Asst. Atty. General. } an act of the Par-
liament of Our United Kingdom of Great Britain
and Ireland, made and passed in the thirtieth year
of Our Reign, and intituled : " An Act for the
union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick,
and the government thereof, and for the purposes
connected therewith," it is, amongst other things,
enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec
may, from time to time, by proclamation, under the
great Seal of the province, to take effect from a day
to be appointed therein, constitute townships in
those parts of the Province of Quebec, in which
townships are not yet constituted, and fix the metes
and bounds thereof ; And whereas We have thought
proper to constitute that certain extent of Our wild
lands situate and being in the county of OTTAWA,
in the district of OTTAWA, in Our Province of
Quebec, into a township under the name of township
CAMPBELL.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid
Act of the Parliament of Our United Kingdom of
Great Britain and Ireland, We have constituted,
and by this Our Royal Proclamation, We do consti-
tute into a township, under the name of township
CAMPBELL, the said extent of Our wild lands, si-
tuate and being in the said county of OTTAWA, in
the said district of OTTAWA, in Our said Province
of Quebec, and bounded and described as follows, in
and by the report of the Honorable Adélaré Tur-
geon, Our Commissioner of Colonization and Mines,
in Our said Province of Quebec, made to the Lieu-
tenant Governor of Our said Province, to wit :

The territory bounded to the north by the
projected township of Wurtele, on the south
by the township Kiamika, on the north east
by the projected townships of Moreau and Ro-
chon, on the south east by the projected
township of Boyer, and on the west by the
river du Lièvre.

The boundaries of the said territory may be
described as follows, to wit :

Starting from the north-west angle of the
said township Kiamika, on the left bank of
the river du Lièvre, the north limit of this
township such as it exists on the land and
whose theoretical direction is east astronomi-
cally, by a length of eight hundred and eight-
een (818) chains, more or less, to the meeting
of the north west limit of the said projected
township of Boyer ; from thence, this last
limit, or exploration line, from the river du
Lièvre to the Saint Maurice, such as it exists

dont la direction théorique est nord quarante-cinq degrés (450) est vrai, sur une longueur de quatre cent vingt (420) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rencontre de la ligne ou limite sud-ouest du dit canton projeté de Rochon ; de là, cette dernière ligne ou limite telle qu'elle existe sur le terrain, et dont la direction théorique est nord quarante-cinq degrés (450) ouest vrai, jusqu'à la rivière Kiamika, qui sépare le dit canton projeté de Rochon d'avec celui aussi projeté de Moreau, puis, continuant dans la même direction, au nord-ouest de la dite rivière Kiamika, la ligne ou limite sud-ouest du dit canton projeté de Moreau jusqu'à l'arrière-ligne du rang " Nord-Ouest de la rivière Kiamika ", soit une longueur totale de quatre cent trente (430) chaînes, plus ou moins ; de là, la dite arrière-ligne du rang " Nord-Ouest de la rivière Kiamika ", telle que cette arrière-ligne existe sur le terrain, et dont la direction théorique est sud quarante-cinq (450) degrés ouest vrai, jusqu'à la ligne ou limite sud-ouest du dit canton projeté de Moreau, distance de dix-sept chaînes et quatre-vingt-treize chaînons (17c 93), plus ou moins ; de là, la dite ligne ou limite sud-ouest du canton projeté de Moreau telle qu'elle a été tracée sur le terrain, et dont la direction théorique est nord quarante-cinq (450) degrés ouest vrai, jusqu'à la rencontre de la ligne extérieure ou limite sud du canton projeté de Wurtele, longueur de vingt-six (26) chaînes, plus ou moins ; de là, la dite limite sud du canton projeté de Wurtele, dont la direction théorique est ouest vrai, jusqu'à la rive gauche de la dite rivière du Lièvre, distance de six cent quatre-vingt-six (686) chaînes, plus ou moins ; de là, enfin, la dite rive gauche de la rivière du Lièvre, en allant vers le sud, jusqu'au point de départ, distance, en ligne droite, d'environ six cent trente-huit (638) chaînes.

La dite étendue de terrain a une superficie de cinquante-neuf mille treize acres (59,013 ac.), plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire, annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département de la Colonisation et des Mines ;

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclaration et ordonnons par les présentes que le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUILLET courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUILLET courant, un canton sous le nom du canton CAMPBELL, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton CAMPBELL, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable

on the land, and whose theoretical direction is north forty-five degrees (450) due east, by a length of four hundred and twenty (420) chains, more or less, to the meeting of the south west line or limit of the said projected township of Rochon ; from thence, this last line or limit, such as it exists on the land, and whose theoretical direction is north forty-five degrees (450) due west, to the river Kiamika, which separates the projected township of Rochon from the one also projected of Moreau, then, continuing in the same direction, to the north west of the said river Kiamika, the south west line or limit of the said projected township of Moreau to the rear line of the " North West range of the river Kiamika ", or a total length of four hundred and thirty (430) chains, more or less ; from thence, the said rear line of the " North West range of the river Kiamika ", such as this rear line exists on the land, and whose theoretical direction is south forty-five (450) degrees due west, to the south west line or limit of the said projected township of Moreau a distance of seventeen chains and ninety-three links (17c. 93), more or less ; from thence, the said south west limit or line of the projected township of Moreau, such as it has been traced on the land, and whose theoretical direction is north forty-five (450) degrees due west, to the meeting of the outside line or south limit of the projected township of Wurtele, a length of twenty-six (26) chains, more or less ; from thence, the said south limit of the projected township of Wurtele, whose theoretical direction is due west, to the left bank of the said river du Lièvre, a distance of six hundred and eighty-six (686) chains, more or less ; from thence, lastly, the said left bank of the river du Lièvre, going towards the south, to the starting point, a distance, in a straight line, of about six hundred and thirty-eight (638) chains.

The said territory covers a territory fifty-nine thousand and thirteen acres (59013 ac.), more or less such as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the Colonization and Mines Department.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the TWENTY-NINTH day of the month of JULY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said TWENTY-NINTH day of the month of JULY instant, a township under the name of the township CAMPBELL, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township CAMPBELL, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects, and all other whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the

LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

2533 Assistant-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } **A**T TENDU que J. A. Gravel, *Assist. Proc.-Général.* } L. W. Marchand, J. O. Héту et J. B. Lafleur, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Montréal, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de ces parties des paroisses de Saint-Alphonse et de Saint-Ambroise de Kildare, dans le comté de Joliette, dans le dit diocèse catholique romain de Montréal, qu'ils croient le plus convenable de détacher des dites paroisses de Saint-Alphonse et de Saint-Ambroise de Kildare et d'annexer à la paroisse de Sainte-Béatrix, dans le comté de Joliette, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

1^o Les lots numéro 12c, 13a, 13b, 13c, 14a et 14b, (1er rang, Augmentation de Kildare), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Alphonse.

2^o Les lots numéros 559, 560, 561, 562, 563 et 564 (12e rang du canton de Kildare), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare.

Le dit territoire est borné au nord-ouest par le 2e rang de la dite Augmentation de Kildare, au sud-est par le 11e rang du dit canton de Kildare, au nord-est par la ligne extérieure nord-est du canton de Kildare et de l'Augmentation de Kildare, et au sud-ouest par le lot No 565 du dit cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, et le numéro 12b du 1er rang, du dit cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse.

Le dit territoire, tel que ci-haut décrit, a une superficie d'environ sept cent neuf acres, trois roods et sept perches (709", 3", 7.)

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes des parties des paroisses de SAINT-ALPHONSE et de SAINT-AMBROISE DE KILDARE, ci-dessus décrites, qui seront et demeureront détachées des dites paroisses de SAINT-ALPHONSE et de SAINT-AMBROISE DE KILDARE, et annexées à la paroisse de SAINTE-BÉATRIX.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que les dites parties des paroisses de SAINT-ALPHONSE et de SAINT-AMBROISE DE KILDARE, ci-dessus décrites, seront détachées des dites paroisses de SAINT-

Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Québec, At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SIXTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

2534 Assistant provincial secretary.

Canada,
Province of
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } **W**HEREAS J. A. Gravel, *Asst. Atty.-General.* } L. W. Marchand, J. O. Héту et J. B. Lafleur, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Québec, in and for the Roman catholic diocese of Montreal, in Our province of Québec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant governor of Our said province of Québec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain parts of the parishes of Saint Alphonse and Saint Ambroise de Kildare, in the county of Joliette, in the said Roman catholic diocese of Montreal, which they think most expedient to be detached from the said parishes of Saint Alphonse and of Saint Ambroise de Kildare, and to be annexed to the parish of Sainte Béatrix, in the county of Joliette, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

1. The lots numbers 12c, 13a, 13b, 13c, 14a and 14b, (1st range, Gore of Kildare), of the official cadastre of the said parish of Saint Alphonse.

2. Lots numbers 559, 560, 561, 562, 563 and 564 (12th range of the township of Kildare), of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise de Kildare.

The said territory is bounded on the north west by the 2nd range of the said Gore of Kildare, on the south east by the 11th range of the said township of Kildare, on the north east by the north east outside line of the township of Kildare, and of the Gore of Kildare, and on the south west by lot No. 565 of the said cadastre of the parish of Saint Ambroise de Kildare, and lot number 12b of the first range of the said cadastre for the parish of Saint Alphonse.

The said territory, such as above described has an area of about seven hundred and nine acres, three roods and seven perches (709", 3", 7.)

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of those parts of the parishes of SAINT ALPHONSE and of SAINT AMBROISE DE KILDARE, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parishes of SAINT ALPHONSE and of SAINT AMBROISE DE KILDARE, and to be and remain annexed to the parish of SAINTE BEATRIX.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said parts of the parishes of SAINT ALPHONSE and of SAINT AMBROISE DE KILDARE, above described to be detached from the said parishes of SAINT

ALPHONSE et de SAINT-AMBROISE DE KILDARE, et seront et demeureront annexées à la dite paroisse de SAINTE-BEATRIX.

Et par les présentes, nous décrétions qu'à l'avenir les dites parties des dites paroisses de SAINT-ALPHONSE et de SAINT-AMBROISE DE KILDARE, feront partie de la dite paroisse de SAINTE-BEATRIX, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner ont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

2545

Assistant-secretaire de la province.

Canada
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu'il devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIXIEME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme le droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-

ALPHONSE and of SAINT AMBROISE DE KILDARE, and to be and remain annexed to the said parish of SAINTE BEATRIX.

And We do hereby constitute the said part of the said parishes of SAINT ALPHONSE and of SAINT AMBROISE DE KILDARE, to be hereafter part of the said parish of SAINTE BEATRIX, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

2546

Assistant provincial secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TENTH day of the month of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the NINETENTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand

Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1331

eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

1332

Avis du Gouvernement

No 1076.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-David, comté d'Yamaska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-David d'Yamaska, savoir : depuis et y compris le No 30 jusqu'au No 107 inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte Sophie," dans le même comté.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet 1900. 2521

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 10 juillet 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JOSEPH SHEBYN,

2525 Secrétaire de la province intérimaire.

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 12 juillet 1899.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1900, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

2581

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 12 septembre 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissionaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

12 juillet 1899.

2543

Government Notices

No. 1076.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application for erection of a new school municipality.

To detach from the school municipality of Saint David, county of Yamaska, the following cadastral lots of the parish of Saint David d'Yamaska, to wit : starting from and including the No. 30 to No 107 included, and erect them into a distinct school municipality under the name of "Sainte Sophie," in the same county.

This erection to take effect only on the 1st of July, 1900. 2522

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 10th July, 1899.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipality of the village of Roxton Falls, in the county of Shefford, to obtain the authorization to publish in french language only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the said notice.

JOSEPH SHEBYN,

2526 Provincial secretary *ad interim*.

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE

Ottawa, 12th July, 1899.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1900, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the lieutenant governor of the North West Territories, where they may be seen by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,
Secretary of State.

2582

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Québec shall meet at Québec, on the 12th September, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissionaire.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

12th July, 1899.

2544

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Hamilton.
5e rang.

$\frac{1}{2}$ O. de $\frac{1}{2}$ E. du lot 25, à Jos. Arseneau, fils de Sébastien.

$\frac{1}{4}$ E. du lot 25, à Joseph Forest.

Canton Cox.

$\frac{1}{2}$ O. du lot 108, du 4e rang, O. N. Carlisle, à Alex. Poirier, fils de Paul.

Lot 23, du 2e rang, O. Paspéb. Line, à capt. Zéph. Bourdages et Alex. Poirier, fils de Pierre.

Canton Maria.

$\frac{1}{2}$ N. du lot 22, du 2e rang, Gr. Cascapédia, à Jos. Poirier.

Canton Signay.

Lot 30, du 6e rang, à Christ. Gauthier.

Canton Métabetchouan.

Lot 29, du 1er rang, à Luc Tremblay.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
15 juillet 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6768.

Carthcart.

Lot 4, du 11e rang, à Camille Morin.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 12 juillet 1899.

2571

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du sixième jour de juillet courant, incorporant Hon. George Alexander Drummond, sénateur, des cité et district de Montréal; Huntly Redpath Drummond, secrétaire, des cité et district de Montréal; Edward Wilgress Parker, commis, des cité et district de Montréal; William Wallace Watson, secrétaires, des cité et district de Montréal; Rienzi Athol Mainwaring, agent d'immeubles, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants, savoir :

D'acquérir des immeubles par achat, bail ou titre, et d'ériger ou entretenir des maisons ou autres bâtisses sur les terrains ainsi acquis; de les vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger et en disposer, ou autrement faire le commerce avec telle propriété ou aucun intérêt en rapport avec icelle, et de développer, améliorer et tracer aucune telle propriété; d'avancer de l'argent aux acheteurs ou locataires de la compagnie pour construction de bâtisses ou améliorations; aider au moyen de bonus ou autrement la construction et l'entretien des tramways ou lignes d'omnibus, chemins, rues ou autres travaux propres à rendre la propriété de la compa-

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Hamilton.

5th range.

W. $\frac{1}{2}$ of E. $\frac{1}{2}$ of lot 25, to Jos. Arseneau, son of Sébastien.

E. $\frac{1}{4}$ of lot 25, to Jos. Forest.

Township Cox.

W. $\frac{1}{2}$ of lot 108, of the 4th range, W. N. Carlisle, to Alex. Poirier, son of Paul.

Lot 23, of 2nd range, W. Paspeb. Line, to capt. Zéph. Bourdages and Alex. Poirier, son of Pierre.

Township Maria.

N. $\frac{1}{2}$ of lot 22, of 2nd range, Gr. Cascapedia, to Jos. Poirier.

Township Signay.

Lot 30, of 6th range, to Christ. Gauthier.

Township Métabetchouan.

Lot 29, of 1st range, to Luc Tremblay.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
15th July, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6768.

Carthcart.

Lot 4, in the 11th range, to Camille Morin.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Québec, 12th July, 1899.

2572

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the sixth day of July instant, incorporating Hon. George Alexander Drummond, of the city and district of Montreal, senator; Huntly Redpath Drummond, of the city and district of Montreal, secretary; Edward Wilgress Parker, of the city and district of Montreal, clerk; William Wallace Watson, of the city and district of Montreal, secretary; Rienzi Athol Mainwaring, of the city and district of Montreal, real estate agent, for the following purposes, viz :

To acquire real estate by purchase, lease or title, and to erect or maintain houses or other buildings upon the lands so acquired; to sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of or otherwise deal with such property or any interest therein and to develop, improve and lay out any such property; to advance money to purchasers or lessees of the company's lands for building purposes or other improvements; to aid by way of bonus or otherwise in the construction and maintenance of tramways or omnibus lines, roads, streets or other works calculated to render the company's property more accessible and enhance its value; to take mortgages,

gnie plus accessible et dans le but d'augmenter sa valeur ; prendre des hypothèques, nantissements et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou d'aucun argent dû à la compagnie par les acheteurs ou avancé par la compagnie aux acheteurs pour construction de bâtisses ou autres améliorations, sous le nom de "The Saint Henry Land Company," avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de juillet 1899.

JOS. BOIVIN,

2517 Assistant-secrétaire provincial.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, conformément à l'article 5253 et suivants des S. R. P. Q., par ordre en conseil en date du 23e jour de juillet courant (1899), de sanctionner l'acte de vente passé par Dame Charlotte A. Springings, épouse de Wm. O. Roy, de la cité de Montréal, en faveur des parties ci-dessous nommées, à savoir : Charles O. Swanson, agent d'immigration, Francis G. Gale, manufacturier, Mark L. Hodgson, boulanger, David Johnston, entrepreneur, et Levi W. Wyman, maître de poste, tous du village de Waterville, dans le district de Saint-François, lesquels sont incorporés sous le nom de "The Greenwood Cemetery Company", lesquels dits actes et ordre en conseil ont été dûment enregistrés dans la division d'enregistrement de Sherbrooke.

JOS. BOIVIN,

2535 Assistant-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juillet courant, constituant en corporation : Edmond Hardy, Léopold Larue, Joseph Onésime Labrecque, tous trois marchands ; Trefflée Dubreuil, comptable, et Victor Morin, notaire, tous des cité et district de Montréal, dans le but d'encourager et propager le goût de la musique et des beaux-arts ; donner à bon marché des concerts d'un caractère relevé ; de procurer et de fournir des représentations et amusements artistiques et moraux ; faire jouer les opéras, opérettes et vaudevilles, et établir des jardins d'été, et de donner des jeux athlétiques, sous le nom de "L'Association des concerts d'été", avec un fond social s'élevant en totalité à trois mille piastres (\$3,000), divisé en trente (30) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour de juillet 1899.

JOS. BOIVIN,

2519. Assistant secrétaire provincial.

1342-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le trentième jour d'août prochain, 1899, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtème jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du Conseil de l'Instruc-

hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase money of any property sold by the company or of any money due to the company, from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements, by the name of "The Saint Henry Land Company," with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of July, 1899.

JOS. BOIVIN.

2518 Assistant provincial secretary.

Notice is hereby given that His Honor the lieutenant governor has been pleased, pursuant to article 5253 and following of the R. S. P. Q., by order in council dated the 23rd day of July instant (1899), to sanction the deed of sale passed by Dame Charlotte A. Springings, wife of Wm. O. Roy, of the city of Montreal, to the parties therein named, to wit : Charles O. Swanson, immigration agent, Francis G. Gale, manufacturer, Mark L. Hodgson, baker, David Johnston, contractor, and Levi W. Wyman, post master, all of the village of Waterville, in the district of Saint Francis, who are incorporated under the name of the "Greenwood Cemetery Company", which said deed and order in council have been duly registered in the registration division of Sherbrooke.

JOS. BOIVIN,

2536 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July instant, incorporating : Edmond Hardy, Leopold Larue, Joseph Onésime Labrecque, all three merchants ; Trefflée Dubreuil, accountant, and Victor Morin, notary, all of the city and district of Montreal, for the purpose of encouraging and propagating the taste of music and fine arts ; to give cheap concerts but of a high character, to procure and furnish artistic and moral productions and amusements, to play operas, operettes and vaudevilles, to hold summer gardens and give athletic plays, under the name of "L'association des concerts d'été", with a total capital stock of three thousand dollars (\$3,000), divided into thirty (30) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this tenth day of July, 1899.

JOS. BOIVIN

2520 Assistant Provincial Secretary.

1343-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

NOTICE.

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the thirtieth day of August next, 1899, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic

tion publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,
Secrétaire.
2515

Québec, 15 juillet 1899.

**EX' RAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'im-

committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the Council of Public Instruction.

PAUL DE CAZES,
Secretary.
2516

Quebec, 15th July, 1899.

**EX' R. O. T. S OF R. U. L. E. S AND REGULATION
O F THE I. E. G. I. S. L. A. T. I. V. E. C. O. U. N. C. I. L.**

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam, f slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petitioner.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of

pression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés : et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2121

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social ; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité ; soit pour le prélèvement d'une contribution locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réajustement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2122

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou qu'il y ait amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront renvoyés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the proofs. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

2123

Greffier de l'Assemblée Législative.

Plans showing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, and positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

L. G. DESJARDINS,

2124

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 92.

Dame Maria Groulx, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal, épouse de Damase Joron, entrepreneur, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit Damase Joron, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

C. A. PARISEAULT,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 10 juillet 1899. 2547

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }
No 790.

Dame Rosalie Winter, de New Carlisle, dans les comté et district susdits, épouse commune en biens de Chrysologue Hudon Beaulieu, du même lieu, marchand, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,

Procureurs de la demanderesse.

New Carlisle, 26 juin 1899. 2435-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2382.

Dame Margaret Brown Scott, des cité et district de Montréal, épouse de Edward George Brooks, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Edward George Brooks, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 juin 1899. 2379-3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court*
No. 92.

Dame Maria Groulx, of the parish of Saint Vincent de Paul, in the district of Montreal, wife of Damase Joron, contractor, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Damase Joron, of the same place,
Defendant.

An action in separation as to property has been taken this day.

C. A. PARISEAULT,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th July, 1899. 2548

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court.*
County of Bonaventure. }
No. 790.

Dame Rosalie Winter, of New Carlisle, in the county and district aforesaid, wife common as to property of Chrysologue Hudon Beaulieu, of the same place, merchant, has taken an action in separation as to property against her said husband.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,

Attorneys for plaintiff.

New Carlisle, 26th June. 1899. 2436

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2382.

Dame Margaret Brown Scott, of the city and district of Montreal, wife of Edward George Brooks, of the same place, merchant, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Edward George Brooks, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the said Plaintiff against the said defendant.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd June, 1899. 2380

Province de Québec,
District de Montréal. }
No 2425. } *Cour Supérieure.*
Dalhousie Crevier, électricien, de la ville de Sainte-
Anne de Bellevue, dans le district de Montréal,
Demandeur ;

vs.
Dame Marie Louise St. Denis, épouse commune en
biens du dit Dalhousie Crevier, du même lieu,
Défenderesse.

Le demandeur a, ce jour, pris une action en
séparation de corps et de biens contre la défen-
deresse.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats du demandeur.
Montréal, 19 juin 1899. 2315-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3089.

Dame Martha Bertha Whitman, épouse commune
en biens de Leo Lorenzo Thomas, de la paroisse
de la Présentation de la Sainte-Vierge, fermier,
dûment autorisée à ester en justice aux fins des
présentes, Demanderesse ;

vs.
Le dit Leo Lorenzo Thomas, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, intenté une action
en séparation de biens contre son dit mari.

CAMPBELL, MEREDITH, ALLAN
& HAGUE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 29 mai 1899. 2213-5

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No. 531.

Rose Anna Valade, épouse de Ferdinand Parent,
de la ville de Saint-Jérôme, district de Terre-
bonne, Demanderesse ;

vs.
Le dit Ferdinand Parent, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause.

J. VICTOR LEONARD,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jérôme, 1er juin 1899. 2211-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marguerite Perron épouse commune en
biens de Louis Bourdeau, rentier, du village de
Laprairie, et dûment autorisée par un juge de la
cour supérieure, Demanderesse ;

et
Le dit Louis Bourdeau, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée ce jour, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 14 juin 1899. 2231-5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, des cité et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de Jacob Pas
hink ofs Ry, tailleur, du même lieu, dûment au-
torisée à ester en justice,

vs.
Jacob Pas hink ofs Ry, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, contre le défendeur.

JOS. BARNARD,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 15 juin 1899. 2277-4

Avis est par le présent donné que, sous un
mois après la dernière publication de cet avis dans
la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera
faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur e i

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2425. }
Dalhousie Crevier, electrician, of the town of Sainte
Anne de Bellevue, district of Montreal,
Plaintiff ;

vs.
Dame Marie Louise St. Denis, wife *commune en biens*
of the said Dalhousie Crevier, of the same place,
Defendant.

The plaintiff has, this day, taken an action as to
bed and board from the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th June, 1899.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 3089.

Dame Martha Bertha Whitman, wife common as to
property of Leo Lorenzo Thomas, of the parish of
the Presentation of the Holy Virgin, farmer,
duly authorized to appear before the courts for
the purpose of these presents, Plaintiff ;

vs.
The said Leo Lorenzo Thomas, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action
for separation as to property against her said
husband.

CAMPBELL, MEREDITH, ALLAN
& HAGUE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th May, 1899. 2214

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 531.

Rose Anna Valade, wife of Ferdinand Parent, of
the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne,
Plaintiff ;

vs.
The said Ferdinand Parent, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause.

J. VICTOR LEONARD,
Attorney for plaintiff.
Saint Jérôme, 1st June, 1899. 2212

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marguerite Perron, wife common as to pro-
perty of Louis Bourdeau, gentleman, of the vil-
lage of Laprairie, duly authorized by a judge of
the superior court, Plaintiff ;

and
The said Louis Bourdeau, Defendant.
An action for separation from bed and board has
been intituted this day, against the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff
Montreal, 14th June, 1899. 2232

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Jacob
Pas hink ofs Ry, tailor, of the same place, duly
authorized to *ester en justice*,

vs.
Jacob Pas hink ofs Ry, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted, this day, against the defendant.

JOS. BARNARD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th June, 1899. 2278

Notice is hereby given that, within one month
after the last publication of this notice, in the
Quebec Official Gazette, application will be made to
His Honor the Lieutenant Governor in council, for

conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera : "The Sterilized Milk Supply Company of Canada."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire l'exploitation du lait, de le stériliser, le pasteuriser, le condenser et l'humaniser ;

(b) D'acheter, louer ou autrement, acquérir tous biens-meubles et immeubles nécessaires au bon fonctionnement de la dite exploitation.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le dit fonds social sera divisé en mille actions de dix piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants, sont comme suit : l'honorable François Gilbert Minville Dechêne, avocat, de la cité de Québec ; l'honorable Adélar Turgeon, avocat, de la ville de Lévis ; John Duncan Duchêne, médecin-vétérinaire, de la cité de Québec ; Alfred Robitaille, manufacturier, de la cité de Québec ; William Venner, rentier, de la cité de Québec ; Alphonse Bénoni Dupuis, marchand, de la cité de Québec ; Alphonse Amédée Dechêne, marchand, de la cité de Québec, tous sont sujets de Sa Majesté.

7° Les personnes ci-haut nommées, seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

AUGUSTE EDGE,

Procureur des requérants.

Québec, 22 juin 1899. 2345-5

Avis est par le présent donné que, dans le délai d'un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, incorporant en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but et les conditions ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom d'incorporation de la compagnie sera : "La Compagnie d'Aqueduc de Fraserville."

2° Le principal bureau d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Fraserville, P. Q.

3° L'objet de la compagnie est de construire, acquérir et exploiter dans la ville de Fraserville, un ou des systèmes d'aqueduc, d'égoûts, d'éclairage ou de tramways et autres travaux d'améliorations municipales, et de posséder, acquérir et vendre des propriétés mobilières et immobilières en rapport avec iceux.

4° Le capital action de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 parts de \$100 chacune.

5° Les noms, professions et résidences des requérants, lesquels sont tous sujets britanniques, sont comme suit : Thomas Crockett, gérant de chemin de fer, Fraserville ; Charles J. Chisholm, importateur, Montréal ; Joseph Onésime Girard, commerçant, Fraserville ; Gustave J. Chagnon, avocat, Fraserville ; Edwin Allen Jones, avocat, Québec ; Polydore Langlais, notai e, Fraserville ; Charles de Bellefeuille McDonald, gentilhomme, Montréal ; J. Eugène Frénette, éditeur, Fraserville ; Louis H. Taché, avocat, Montréal.

6° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GUST. J. CHAGNON,

Procureur des requérants

Fraserville, 28 juin 1899. 2405-3

letters patent, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company will be "The Sterilized Milk Supply Company of Canada."

2. The objects for which its incorporation is sought are :

(a) To deal in milk, sterilize it, pasteurize, condense and humanize it ;

(b) To buy, hire or otherwise acquire all movables and real estate necessary for the proper working of the said business.

3. The said company's chief place of business will be in the city of Québec, in the province of Québec.

4. The amount of the said company's capital stock will be ten thousand dollars (\$10,000).

5. The said stock will be divided into one thousand shares of ten dollars each.

6. The names of the petitioners are as follows : the Honorable François Gilbert Minville Dechêne, advocate, of the city of Québec ; the Honorable Adélar Turgeon, advocate, of the town of Lévis ; John Duncan Duchêne, veterinary surgeon, of the city of Québec ; Alfred Robitaille, manufacturer, of the city of Québec ; William Venner, rentier, of the city of Québec ; Alphonse Benoni Dupuis, merchant, of the city of Québec ; Alphonse Amédée Dechêne, merchant, of the city of Québec, all subjects of Her Majesty.

7. The persons above named will be the provisional directors of the said company.

AUGUSTE EDGE,

Attorney for petitioners.

Québec, 22nd June, 1899. 2346

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant-governor in council, for a charter incorporating under the provisions of joint stock companies' incorporation act, the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate, under the name and conditions and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "La Compagnie d'Aqueduc de Fraserville."

2. The chief place of business of the company shall be in the town of Fraserville, P. Q.

3. The object for which the incorporation is sought is to construct, acquire and operate in the town of Fraserville, one or more systems of waterworks, lighting or tramways, and other municipal improvement works, and in connection therewith to possess, acquire and dispose of moveable or immoveable property.

4. The capital stock of the company shall be of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

5. The names, occupations and domiciles of the applicants, who are all british subjects, are as follows : Thomas Crockett, railway manager, Fraserville ; Charles J. Chisholm, importer, Montreal ; Joseph Onésime Girard, merchant, Fraserville ; Gustave J. Chagnon, advocate, Fraserville ; Edwin Allen Jones, advocate, Québec ; Polydore Langlais, notary, Fraserville ; Charles de Bellefeuille McDonald, gentleman, Montreal ; Joseph Eugène Frénette, publisher, Fraserville ; Louis H. Taché, advocate, Montreal.

6. The said applicants shall be the first or provisional directors of the said company.

GUST. J. CHAGNON,

Attorney for applicants,

Fraserville, 28th June, 1899. 2406

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie sera : "La-prairie Brick Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, acquérir et prendre de Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, les affaires maintenant conduites par lui sous le nom de "The Laprairie Pressed Brick Company," comprenant les immeubles, matériel, machines, clientèle, patentes, marques de commerce et tout l'actif quelconque en rapport avec les dites affaires ;

(b) De faire les affaires comme manufacturiers de briques, tuiles et tous autres articles faits avec l'argile ou schiste ;

(c) En faire le commerce, soit par achat, vente, loyer ou autrement, aucune espèce de matériel utile pour faire les dites affaires ; et de plus de louer ou acheter et posséder des immeubles dans le but des dites affaires ; de construire toutes bâtisses pour les affaires de la compagnie, et résidences pour les employés ou autres en rapport avec icelles, magasins et autres bâtisses dans le but de faire les affaires de marchands en général, et d'acheter et vendre tous tels immeubles ;

(d) Acquérir par aucune sorte de contrat, posséder, exploiter, vendre et louer tous ou aucun droit de patente en rapport aux susdites affaires, ou nécessaires ou convenables aux dites affaires de la dite compagnie, et en disposer.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents (1500), de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long de chacun des requérants sont comme suit : Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, entrepreneur ; Paul Galibert, gentilhomme ; James Westley Tester, marchand ; Avila Chretien Zuagg, médecin ; Narcisse Théophile Gagnon, marchand ; et Frederick Westbrooke, comptable, tous des cité et district de Montréal ; et Thomas Anderson Trenholme, gentilhomme, de Montréal-Ouest, dans le dit district. Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, Thomas Anderson Trenholme, James Westley Tester, Paul Galibert et Frederick Westbrooke seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN, GIROUARD
ET LEMIEUX,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 17 juin 1899.

2337-4

Canada,
Province de Québec. }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que, en vertu des sections des statuts révisés de la province de Québec, connues sous le nom de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau de cette province, pour obtenir une charte incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be : "Laprairie Brick Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To purchase, acquire and take over from Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, the business now being carried on by him under the name of "The Laprairie Pressed Brick Company", including real estate, plant, machinery, good will, patents, trade marks, and all assets whatsoever in connection with said business ;

(b) To carry on business as manufacturers of bricks, tiles and all other articles made from clay or shale ;

(c) To deal in, either by way of purchase, sale, lease or otherwise, any species of material useful for carrying on the said business ; and further to lease or purchase and hold real estate for the purpose of said business ; to construct all buildings appertaining to the company's business, and residences for employees, or others connected therewith, and stores and other buildings for the purpose of carrying on the general business of merchants, and to buy and sell all such real estate ;

(d) To acquire by any sort of contract, own, put in practice, sell, and lease or otherwise dispose of all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter, or necessary or convenient for the said business of the said company.

3. The chief place of business of the said company is to be at Montreal, in the province of Québec.

4. The proposed amount of the capital stock is one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00).

5. The number of shares is to be fifteen hundred (1500), par value one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full of each of the applicants are as follows : Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, contractor ; Paul Galibert, gentleman ; James Westley Tester, merchant ; Avila Chretien Zuagg, physician ; Narcisse Théophile Gagnon, merchant ; and Frederick Westbrooke, accountant, all of the city and district of Montreal ; and Thomas Anderson Trenholme, gentleman, of Montreal West, in said district ; of whom Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, Thomas Anderson Trenholme, James Westley Tester, Paul Galibert and Frederick Westbrooke are to be the first or provisional directors of said company, and who are all residing in Canada, and subjects Her Majesty.

FOSTER, MARTIN, GIROUARD
AND LEMIEUX

Solicitors for applicants.

Montreal, 17th June, 1899.

2338

Canada,
Province of Quebec. }
District of Montreal. }

Public notice is hereby given, under the sections of the revised statutes of the province of Québec, known as the "Joint Stock Companies Incorporation Act," that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application shall be made to the lieutenant governor of the province of Québec, for a charter of incorporation by letters patent under the great Seal of this province, for the granting of a charter incorporating the applicants hereinafter named and such others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The French Medical Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Manufacturer, acheter et vendre des médecines patentées et autres compositions médicales ;

(b) Commencer et faire les affaires en général de médecines patentées et de leurs propres médecines ;

(c) Acquérir par achat, loyer, par paiement de royauté ou par d'autres moyens reconnus par la loi toutes médecines patentées ou leurs propres médecines ;

(d) Acheter, louer, acquérir, vendre, hypothéquer des immeubles dans les buts des affaires de la dite corporation.

(e) Placer les argents de la dite corporation aux conditions des règlements de la dite corporation, qui seront faits à l'avenir par la dite corporation ;

(f) Acheter, louer, acquérir, utiliser, vendre toutes patentes d'invention, droits de patente et améliorations et en faire le commerce, marques de commerce et noms de commerce capables d'être employés pour les fins de la compagnie et y ayant rapport, applicables et en rapport aux médecines patentées et leurs propres médecines, et leur usage et application ;

(g) Donner des licences en vertu de telles patentes et de vendre, transporter, céder et louer des droits en vertu d'icelles et de recevoir en paiement d'icelles des royautés, actions de fonds social, bons ou autres garanties d'autres corporations ayant des objets tout-à fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

(h) Acquérir des actions, débetures et garanties d'autres compagnies semblables en considération pour effets, articles et marchandises ou autres choses vendues à telles compagnies semblables dans le cours ordinaire des affaires, ou pour services rendus à telles autres compagnies ;

(i) Emettre à aucune personne des actions payées non saisissables du fonds social de la dite compagnie en paiement ou en échange ou en considération du transport à la compagnie d'aucun meuble ou immeuble, ou aucune patente d'invention ou aucuns droits d'icelles ou pour aucune réclamation, aucun intérêt ou aucun paiement pour les services ou les intérêts d'aucun directeur ou employé de la compagnie.

3° L'endroit dans les limites de la province de Québec, choisi pour sa principale place d'affaires, sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$25,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 500, et le montant de chaque action sera de \$50.00.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Edmund Guerin, avocat ; Edward Cavanagh, marchand ; Terence Francis Moore, marchand ; Jules d'Estimauville Clément, comptable, et Napoléon George Valiquette, marchand, tous des cité et district de Montréal, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

MADORE, GUERIN & MERRILL,
Procureurs des requérants.

Montréal, 20 juin 1899. 2339.3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, de la province de Québec.

1o Le nom de la compagnie sera : "The Oxol Fluid Beef Company."

2o L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, mélanger, prépa-

1. The corporate name of the proposed company shall be "The French Medical Company."

2. The objects for which the incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, purchase and sell patent medicines and other medical compounds ;

(b) To trade and deal generally in proprietary and patent medicines ;

(c) To acquire by purchase, lease, by payment of royalty or by other methods recognized by law all patent and proprietary medicines ;

(d) To purchase, lease, acquire, sell and mortgage real estate for the purpose of the business of the said corporation ;

(e) To invest the monies of the said corporation according to the terms of the by-laws of the said corporation, which may be hereinafter made by the said corporation ;

(f) To purchase, lease, acquire, apply, work, sell and deal in all patents of invention, patents rights and improvements thereon, trade mark and trade names capable of being used for the purposes of the company and relating, applicable to and affecting patent and proprietary medicines, and their use and application ;

(g) To license under such patents and to sell, transfer, assign and lease rights under the same and to receive in payment thereof royalties, shares of the capital stock, bonds or other securities of other corporations having objects altogether or in part similar to those of this company ;

(h) To acquire shares, debentures and securities of other similar companies as the consideration for goods, ware and merchandise or other things sold to such similar companies in the ordinary course of business, or for services rendered to such other companies ;

(i) To issue to any persons paid-up unassessable shares in the capital stock of the said company in payment or in exchange for or in consideration of the transfer to the company of any real or personal property or any patents of invention or any rights thereunder or for any claims, any interest or any payment for the services or the interest of any director or employee of the company.

3. The place within the limits of the province of Quebec, selected as its chief place of business shall be the city of Montreal.

4. The proposed amount of the capital stock shall be \$25,000.00.

5. The number of shares shall be 500, and the part value of each share shall be \$50.00.

6. The names in full and the addresses and callings of each of the applicants are : Edmund Guerin, advocate ; Edward Cavanagh, merchant ; Terence Francis Moore, merchant ; Jules d'Estimauville Clément, accountant, and Napoléon George Valiquette, merchant, all of the city and district of Montreal, and all of whom are residents of Canada, and subjects of Her Majesty, and they shall be the first directors of the company.

MADORE, GUERIN & MERRILL,
Attorneys for applicants.

Montreal, 20th June, 1899. 2340

Public notice is hereby given that, within one month, after the last publication hereof, in the "Quebec Official Gazette", the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, of the province of Quebec, for a charter of incorporation, under the provisions of the companies' act of the province of Quebec.

1. That the name of the company is to be : The Oxol Fluid Beef Company.

2. That the object for which incorporation is sought is the manufacturing, blending and

rer et vendre des viandes concentrées, aliments, boeuf salé et autres préparations semblables, et en général de faire le commerce ; de préparer et vendre des extraits de boeuf et autres préparations semblables.

3o Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000).

5o Le nombre d'actions sera de mille (1000), de la valeur au pair de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

6o Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Herman Hartwig Wolff, marchand ; Peter MacKenzie, gérant ; Francis Charles Silcock, manufacturier ; Robert Anderson Dickson, bijoutier ; William Ross, marchand ; William Sclater, marchand ; Berthold Marcuse, comptable ; tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,
Procureurs des requérants.

Montréal, 4 juillet 1899. 2471

Province de Québec, }
District de Beaufort, }
Comté de Missisquoi. }

Avis public est par les présentes donné que les francs-tenanciers de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans les dits comté et district, ont formé une compagnie d'assurance mutuelle sous le nom de "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu et le vent de la paroisse de Saint-George de Clarenceville."

Que cette compagnie s'est conformée aux exigences du second paragraphe de la 18e section du chap. 3e, du titre XI des S. R. P. Q., et suivant certaines dispositions de la 17e sect. du même chap., concernant les compagnies d'assurance de comté.

Qu'après la publication du présent avis, la dite compagnie sera considérée comme corps politique et corporation, suivant les dispositions des dits statuts.

Qu'enfin la dite compagnie commencera à effectuer des assurances et à émettre des polices le vingt-deuxième jour du mois de juillet (1899).

Donné à Clarenceville, ce 30e jour de mai 1899.

J. A. TIPPING,
Secr.-Trés.

2463

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Dr Kohr Medecine Company."

2

preparing concentrated meat foods, beef powder, and other similar preparations, and to sell the same, and generally to deal in the manufacturing and selling of fluid beef and other similar preparations.

3. The head office of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. That the amount of the capital stock of the said company is to be the sum of fifty thousand dollars (\$50,000).

5. That the number of shares is to be one thousand (1000) of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

6. That the name in full and address and calling of each of the applicants is as follows :

Herman Hartwig Wolff, merchant ; Peter MacKenzie, manager ; Francis Charles Silcock, manufacturer ; Robert Anderson Dickson, jeweller ; William Ross, merchant ; William Sclater, merchant ; Berthold Marcuse, accountant ; all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, and all of whom shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,
Attorneys for applicants.

Montreal, 4th July, 1899. 2472

Province of Quebec, }
District of Beaufort, }
County of Missisquoi. }

Public notice is hereby given that the fore-holders of the parish of St-George de Clarenceville, in the said county and district, have established a Mutual Insurance Company under the name of "The Mutual fire and wind and lighting insurance company of the parish of Saint George de Clarenceville."

That the said company has complied with the requirements of the second paragraph of the 18th section of the 3rd chapter of the XI title of the R. S. P. Q., and with certain dispositions of the 17th section of the same chapter, concerning the insurance companies in counties.

That after the publication of this present notice, the said company will be considered as a politic and corporate body, according to the dispositions of said Statutes.

And will begin to effect insurances and to issue policies on the twenty-second day of July next (1899).

Given at Clarenceville, the thirtieth day of May, 1899.

J. A. TIPPING,
Sec.-Treas.

2464

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette", application will be made to the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants hereinafter named and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is the Dr Kohr Medecine Company.

20 L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer toutes sortes de médecines patentées et de les vendre, et en général de manufacturer, acheter, vendre toutes sortes de médecines patentées et en faire le commerce, et aussi d'acquérir des marques de commerce pour les médecines patentées et les vendre, et en général de faire les affaires de médecines patentées et d'acquérir toutes choses nécessaires en rapport aux dites affaires.

30 La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

40 Le montant proposé du fonds social sera de dix mille piastres, divisé en dix mille actions de une piastre chacune.

50 Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Thomas William Philander Patterson, de la dite cité de Montréal, agent d'assurance ; George Thompson Patterson, de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, dans la dite province, cultivateur ; John Albert Charles Kirk, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis ; Alexander Purdy, de la dite cité d'Ottawa, commis ; et Henry Boisvert, de la cité de Hull, dans la dite province de Québec, commis. Les trois requérants ci-dessus en premier lieu nommés seront les premiers directeurs de la compagnie. Tous les susdits requérants sont sujets anglais et résidents en Canada.

J. A. C. KIRK,
Procureur des requérants.
2433

Montréal, 29 juin 1899.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

10 Le nom collectif de la compagnie sera "The Grand'Mère Land Company".

20 Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acheter, louer ou échanger ou acquérir autrement toutes terres ou bâtisses dans le village de Grand'mère et ailleurs dans la province de Québec, et tous biens, intérêts et droits concernant les dites terres et bâtisses ; de développer et faire valoir toutes terres acquises par la compagnie ou sur lesquelles elle a des intérêts, en les traçant et préparant pour les fins de construction ; d'y bâtir, construire et ériger des maisons, magasins et autres bâtisses ; de vendre, louer et en général faire le commerce de terres et bâtisses acquises et érigées par la compagnie ; de prêter de l'argent sur garantie de biens-fonds et bâtisses et autrement, aux locataires, constructeurs, entrepreneurs et autres personnes, aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ; et à cet effet d'avoir tous les pouvoirs nécessaires pour emprunter et placer les argents, vendre les meubles et immeubles et en disposer, et, tous tels autres pouvoirs nécessaires pour transiger les dites affaires.

30 La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Grand'Mère, dans la Province de Québec.

2. The object for which incorporation is sought is to manufacture all kinds of patent medicines and to sell the same, and generally to manufacture, buy and sell and deal in all kinds of patent medicines, and also to acquire trade marks for patent medicines and sell the same, and generally to carry on a patent medicine business, and to acquire everything necessary for the prosecution of the said business.

3. The chief place of business will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is ten thousand dollars divided into ten thousand shares of one dollar each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are : Thomas William Philander Patterson, of the said city of Montreal, insurance agent ; George Thompson Patterson, of Lachute, in the county of Argenteuil, in said province, farmer ; John Albert Charles Kirk, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; Alexander Purdy, of the said city of Ottawa, clerk, and Henry Boisvert, of the city of Hull, in the said province of Quebec, clerk. And that the three petitioners first above named are to be the first directors of the company. That all the above petitioners are british subjects resident in Canada.

J. A. C. KIRK,
Attorney for petitioners.

Montreal, 29th June, 1899.

2434

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette", application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the Province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "The Grand'Mère Land Company".

2. The objects for which incorporation is sought are to purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any lands and buildings in the village of Grand'Mère and elsewhere in the Province of Quebec, and any estate or interest in and any rights connected with any such lands and buildings ; to develop and turn to account any lands acquired by or in which the company is interested, by laying out and preparing the same for building purposes ; to build, construct and erect houses, stores and others buildings thereon ; to sell, lease, rent and generally deal in the lands and buildings acquired and erected by the company ; to lend money on the security of real estate and buildings, and otherwise, to tenants, builders, contractors and other persons, upon such terms and conditions as the company may think fit ; and for such purposes to have all necessary powers for borrowing and investing moneys, selling and disposing of real and personal property, and such other powers as are necessary and incidental thereto.

3. The chief place of business of said company will be the village of Grand'Mère, in the Province of Quebec.

40 Le montant du fonds social sera de trente mille piastres.

50 Le nombre d'actions sera de six cents, de cinquante piastres chacune.

60 Les noms au long, résidences et professions des requérants dont la majorité sont sujets anglais et résidents en Canada, sont comme suit :

Russell Alexander Alger, junior, du village de Grand'Mère, gentilhomme ;

Victor Evelyn Mitchell, des cité et district de Montréal, avocat ;

Douglass Lorne McGibbon, du village de Grand'Mère, agent ;

William Forrest Robinson, des cité et district de Montréal, comptable ;

Edouard Fabre Surveyer, des cité et district de Montréal, avocat ;

Les susdits Russell Alexander Alger, junior, Victor Evelyn Mitchell et Douglas Lorne McGibbon seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Procureurs des Requérants.
Montréal, 5 juillet 1899. 2473.

4. The intended amount of capital stock is thirty thousand dollars.

5. The number of shares is to be six hundred, of the value of fifty dollars each.

6. The names in full, with the addresses and calling of each of the applicants, the majority of whom are british subjects and resident in Canada, are as follows :

Russell Alexander Alger, junior, of the village of Grand'Mère, gentleman ;

Victor Evelyn Mitchell, of the city and district of Montreal, advocate ;

Douglass Lorne McGibbon, of the village of Grand'Mère, agent ;

William Forrest Robinson, of the city and district of Montreal, accountant ;

Edouard Fabre Surveyer, of the city and district of Montreal, advocate ;

Of the above applicants Russell Alexander Alger, junior, Victor Evelyn Mitchell, and Douglass Lorne McGibbon are to be the first or provisional directors.

McGIBBON, CASGRAIN
RYAN & MITCHELL,
Attorneys for applicants.
Montreal, 5th July, 1899. 2474.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Caverhill, Hughes & Co., Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mercredi, le 2e jour d'août 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
Curateur. 2523
Montréal, 12 juillet 1899.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St-François. }
Robert Scott et al., Demandeurs ;

vs. Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que, le dixième jour de juillet 1899, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints. 2539
Sherbrooke, 11 juillet 1899.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Dans l'affaire de John Bowles, de Windsor Mills,
P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mercredi, le 2e jour d'août 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

JOHN McD. HAINS,
Curateur. 2559
Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement,
Montréal, 12 juillet 1899.

Ban'rupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Caverhill, Hughes & Co., Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that a second dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Wednesday, 2nd day of August, 1899, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Curator. 2524
Montreal, 12th July, 1899.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
Robert Scott et al., Plaintiffs ;

vs. Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that, on the tenth day of July, 1899, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators. 2540
Sherbrooke, 11th July, 1899.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
In the matter of John Bowles, Windsor Mills.,
P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Wednesday, the 2nd day of August, 1899, after which date dividends will be payable at my office.

JOHN McD. HAINS,
Curator. 2559
Fraser Building, 43, Saint Sacrament street,
Montreal, 12th July, 1899.

Canada, }
Province of Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Carlos H. Parker, Demandeur ;

vs. Abraham L. Parker, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que, le dixième jour de juillet 1899, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints. 2537

Sherbrooke, 11 juillet 1899.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 342.

In re Frs. Brière, de Lac Weedon, Qué., Failli.

Avis public est par le présent donné que le 10^e jour de juillet 1899, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau dans les trente jours de cet avis.

J. P. ROYER,
Curateur. 2549

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington,
Sherbrooke, 10 juillet 1899.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
In re T. T. Blais, de Sherbrooke, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que le dixième jour de juillet 1899, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Les créanciers sont requis de nous produire leurs réclamations adressées à l'un ou l'autre de nos bureaux respectifs dans les trente jours de cet avis.

A. L. KENT,
J. P. ROYER,
Curateurs conjoints. 2551

Bureau de Kent & Turcotte :
97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Bureau de J. P. Royer :
87, rue Wellington, Sherbrooke.
Sherbrooke, 10 juillet 1899.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Paul Vincent Parent, de Québec, plombier, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire.

Ce dividende sera payable à notre bureau, No 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 1^{er} août 1899.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints. 2579

Québec, 13 juillet 1899.

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
Carlos H. Parker, Plaintiff ;

vs. Abraham L. Parker, Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that, on the tenth day of July, 1899, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators. 2538

Sherbrooke, 11th July, 1899.

Province of Québec, }
District of St. Francis. } *Superior Court.*
No. 342.

In re Frs. Brière, of Lake Weedon, Que., Insolvent.

Public notice is hereby given that on the 10th day of July, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors are requested to file their claims duly attested with me, within thirty days from the date of this notice.

J. P. ROYER,
Curator. 2550

Office of J. P. Royer,
No. 87, Wellington street,
Sherbrooke, 10th July, 1899.

Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In re T. T. Blais, of Sherbrooke, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the tenth day of July, 1899, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

Creditors are requested to file their claims duly attested with us, addressed at either of our respective offices within thirty days from the date of this notice.

A. L. KENT,
J. P. ROYER,
Joint curators. 2552

Office of Kent & Turcotte :
97, Saint James street, Montreal.
Bureau de J. P. Royer :
87, Wellington street, Sherbrooke.
Sherbrooke, 10th July, 1899.

Province of Québec, }
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Paul Vincent Parent, of Québec, plumber, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter.

This dividend will be payable at our office, No. 48, St. Peter street, Québec, on or after the 1st of August, 1899.

Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators. 2580

Québec, 13th July, 1899.

Règle de Cour

Canada,
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Saint-Hyacinthe. }
No 72.

Le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Olivier Faucher, marchand de fer, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires seul, comme tel, sous la raison sociale de "Faucher & Fils", Demandeur ;

vs.

Hormidas Saint-Germain, de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur ;

et

Pierre Demers et Aristide Demers, tous deux marchands, de la cité et du district de Montréal, y faisant affaires ensemble et en société, sous le nom de "P. Demers & Fils", Opposants.

Sur requête de la part des dits opposants, attendu que Jules Wingender, un des huissiers jurés, dans le district de Saint-Hyacinthe, de la cour supérieure de la province de Québec, a fait rapport devant le tribunal de la dite cour supérieure, du bref d'exécution émané en cette cause, contre les biens, meubles et effets du dit défendeur, et des deniers par lui prélevés en vertu du dit bref, avec aussi une opposition afin de conserver par laquelle l'insolvabilité du défendeur est alléguée.

Il est, sur l'ordre de l'honorable Louis Tellier, un des juges de la dite cour supérieure, enjoint aux créanciers du dit défendeur, de produire leurs réclamations, sous quinze jours, à compter de la date de la première insertion des présentes, dans la "Gazette Officielle de Québec."

Certifié : ROY & BEAUREGARD,
2481 P. C. S.

Licitations

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
No 478.

LICITATION

William Bell et al, Demandeurs ;
vs.
J. Cradock Simpson et al, es-qual., Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 29e jour de juin 1899 dans une cause où William Bell et Thomas Bell, tous deux des cité et district de Montréal, charretiers, sont demandeurs ; et J. Cradock Simpson et David Robertson, tous deux du même lieu, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu William B. Hamilton, en son vivant de la cité de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit, à savoir :

Ce lot de terre connu et désigné comme lot numéro 807, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la cité de

Rule of Court

Canada,
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Saint Hyacinth. }
No. 72

The thirtieth day of June, one thousand eight hundred and ninety-nine.

Olivier Faucher, merchant, of the city and district of Montreal, and there doing business alone, as such, under the style of "Faucher & Fils", Plaintiff ;

vs.

Hormidas Saint Germain, of the parish of Saint Theodore d'Acton, district of Saint Hyacinthe, Defendant ;

&

Pierre Demers and Aristide Demers, both merchants, of the city and district of Montreal, and there doing business together in partnership, under the name of "P. Demers & Fils", Opposants.

On petition on behalf of said opposants, whereas Jules Wingender, one of the sworn bailiffs in the district of Saint Hyacinthe, of the superior court for the province of Quebec, has made a return before the said superior court, of the writ of execution issued in this cause against the goods and chattels of the said defendant and of the moneys levied by him in virtue of the said writ, with moreover an opposition for payment by which the insolvency of the said defendant is alleged.

It is ordered by the honorable Louis Tellier, one of the judges of the said superior court, that the creditors of the said defendant do file their claims within fifteen days counting from the date of the first insertion of this notice in the "Quebec Official Gazette".

Certified : ROY & BEAUREGARD,
2482 P. S. C.

Licitations

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }
No. 478.

LICITATION.

William Bell et al, Plaintiffs ;
vs.
J. Cradock Simpson et al, es-qual., Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 29th day of June, 1899, in a cause wherein William Bell and Thomas Bell, both of the city and district of Montreal, carters, are plaintiffs ; and J. Cradock Simpson and David Robertson, both of the same place, in their quality as testamentary executors of the last will and testament of the late William B. Hamilton, in his lifetime of the city of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows, to wit :

That certain lot of land known and designated as lot number 807, upon the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward,

Montréal—avec la maison et tènements sus-
cités, étant les numéros 128 à 136, de la rue
Vitré, inclusivement.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à
l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier
enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour de
SEPTEMBRE prochain 1899, cour tenante,
dans la salle No 31, du palais de justice, dans
la cité de Montréal ; sujet aux charges, clau-
ses et conditions indiquées dans le cahier des
charges, déposé au greffe du protonotaire de
la dite cour ; et toute opposition afin d'annu-
ler, afin de charge ou afin de distraire à la dite
licitation, devra être déposée au greffe du pro-
tonotaire de la dite cour, au moins douze jours
avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente
et adjudication, et toute opposition afin de
conserver, devra être déposée dans les six jours
après l'adjudication ; et à défaut par les par-
ties de déposer les dites oppositions dans les
délais prescrits par le présent, elles seront for-
cées du droit de le faire.

McCORMICK & CLAXTON,

Procureurs des demandeurs.

Montréal, 7 juillet 1899. 2513
[Première publication, 15 juillet 1899.]

Province de Québec, }
District de Terrebonne. }
No 262.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la
cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique,
dans le district de Terrebonne, le 27 mai 1899,
dans une cause dans laquelle Joseph Boisseau,
étudiant en droit, de la ville de Saint-Jérôme,
district de Terrebonne, est demandeur, et James
Williams, des Mille-Isles, district de Terrebonne,
Edward M. Williams, des cité et district de Mont-
réal, Dame Sarah Williams, des dits cité et district
de Montréal, veuve de St. Luc alias Sery Lamarre,
en son vivant du même lieu, Dame Catherine
Williams, des dits cité et district de Montréal,
épouse de James Murphy, du même lieu, et ce
dernier autant que besoin est pour autoriser sa dite
épouse à ester en justice, Dame Ellen Williams, des
dits cité et district de Montréal, épouse de Morris
Collins, du même lieu, et ce dernier autant que
besoin, est pour autoriser sa dite épouse à ester en
justice, Demoiselle Elizabeth Williams, fille ma-
jeure et usant de ses droits, des cité et district de
Montréal, Georges Williams, des Etats-Unis d'Amé-
rique, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un
certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre située en la Côte Saint-Joseph, dans
les Mille-Isles, connue aux plan et livre de renvoi
officiels faits pour la dite place, sous le numéro qua-
tre (4)—avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère
et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le
DEUXIEME jour de SEPTEMBRE 1899, à DIX
heures du matin, cour tenante, dans la salle d'au-
dience du palais de justice de Sainte-Scholastique ;
sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans
le cahier des charges déposé au greffe du protono-
taire de la dite cour ; et que toute opposition afin
d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à
la dite licitation, devra être déposée au greffe du
protonotaire de la dite cour, au moins douze jours
avant le jour fixé comme susdit pour la vente et
adjudication, et que toute opposition afin de con-
server devra être déposée dans les six jours après
l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer
les dites oppositions dans les délais prescrits par le
présent, elles seront forcées du droit de le faire

DE MONTIGNY & GRIGNON,
Prots. C. S.

PREVOST & DE MARTIGNY,

Procs. du Demandeur.

Sainte-Scholastique, 11 juillet 1899. 2553
[Première publication, 15 juillet 1899.]

in the city of Montreal—with the house and
tenements thereon erected, being numbers 128
to 136, Vitré street, inclusive.

The property above described will be put
up to auction and adjudged to the last and
highest bidder, on the TWENTY-EIGHTH
day of SEPTEMBER next, 1899, in open
court, in the court room No. 31, of the court-
house, in the city of Montreal ; subject to the
charges, clauses and conditions contained in
the list of charges, deposited in the office of
the prothonotary of the said court ; and that
any opposition to annul, to secure charges, or
to withdraw, to be made to the said licitation,
must be filed in the office of the prothonotary
of the said court, at least twelve days before
the day fixed as aforesaid for the sale and ad-
judication, and that any opposition for pay-
ment must be filed within six days after the
adjudication ; and the parties failing to file
such oppositions within the delays hereby
limited, they will be foreclosed from so doing.

McCORMICK & CLAXTON,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal 7th July, 1899. 2514
[First published, 15th July, 1899.]

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. }
No. 262.

LICITATION.

Notice is hereby given, in virtue of a judgment
of the superior court, sitting at Sainte Scholastique,
in the district of Terrebonne, the 27th of May,
1899, in a case No. 262, in which Joseph Bois-
seau, of the town of Saint Jérôme, said district,
law student, is plaintiff, and James Williams, of
Mile Isles, said district, Edward M. Williams, of
the city and district of Montreal, Dame Sarah
Williams, of said city and district, widow of St.
Luc alias Sery Lamarre, in his lifetime of said city
and district, Dame Catherine Williams, of said city
and district, wife of James Murphy, of the same
place, and the said James Murphy, to authorize his
said wife, Dame Ellen Williams, of the said city
and district, wife of Morris Collins, of the same
place, and the said Morris Collins, to authorize his
said wife, Miss Elizabeth Williams, spinster and
using her rights, of said city and district, and
Georges Williams, one of the United States of
America, are defendants, ordering the sale by
licitation of certain following immovable, to wit :

A lot situated in La Côte Saint Joseph, in the
Mile Isles, known and designated on the official
plan and in the book of reference of said place, as
number four (4)—with buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up at
auction and sold to the highest and last bidder, the
SECOND day of SEPTEMBER, 1899, at the hour
of TEN o'clock in the forenoon, sitting the said
superior court, in the court house, at Sainte Sch-
olastique aforesaid ; subject to the charges, clauses
and conditions contained in the list of charges de-
posited in the office of the prothonotary of the said
court ; and any opposition to annul, to secure charges
or to withdraw, to be made to the said licitation,
must be filed in the office of the prothonotary of
the said court, twelve days at least before the day
fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and
oppositions for payment must be filed within the
six days next after the adjudication, and failing the
parties to file such oppositions within the delays
hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

DE MONTIGNY & GRIGNON,
Prot. of said court.

PREVOST & DE MARTIGNY,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 11th July, 1899. 2554
[First published, 15th July, 1899.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province de Québec, } JAMES McCARTHY,
District de Beauharnois. } Demandeur; contre
No 329. } WILLIAM F. LONG,
Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Lambton, dans le village d'Ormstown, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de Saint-Malachie d'Ormstown, sous le numéro trois cent quatre (304)—avec les bâtisses sus-érigées et avec l'usage en commun d'une ruelle située entre ledit lot No 304 (trois cent quatre) et G. C. Campbell.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 21 juin 1899. 2317-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir : } JOSEPH SOLYME
No 91. } J MESSIER, avoca,
de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville,
Demandeur; contre PHILIPPE BROUSSEAU,
employé public, de la cité et district de Montréal,
Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le trente et unième jour de juillet courant (1899), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le district d'Iberville, aura lieu sujette à la charge du bail pour l'année courante, en faveur de François Gaudrault, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte Marguerite de Blairfindie, fait et passé le trente avril mil huit cent quatre-vingt-quinze, dans la dite ville de Saint-Jean, devant M^{re} A. N. Deland, et se terminant le premier avril prochain (1900), à ONZE heures de l'avant-midi, le dit TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET courant, à la porte de la dite église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie susdite.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 10 juillet 1899. 2541
[Première publication, 15 juillet 1899.]

MANDAT DU MAIRE.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir : } LA VILLE DE SAINT-
No 85. } JEAN, corps politique
et incorporé, ayant son siège d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, et DAME MARIE ANNE MARCHAND, ci-devant de la dite ville de Saint-Jean, et maintenant de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, veuve de feu Louis Decelles, en son vivant de la dite ville de Saint-Jean, saisie :

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province of Québec, } JAMES McCARTHY,
District of Beauharnois. } Plaintiff; against
No. 329. } WILLIAM F. LONG,
Defendant.

A lot of land situate on Lambton street, in the village of Ormstown, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Malachie of Ormstown, as number three hundred and four (304)—with the buildings thereon erected, and the use in common of a lane situated between the said lot No. 304 (three hundred and four) and G. C. Campbell.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Malachie of Ormstown, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 21st June, 1899. 2318
[First published, 24th June, 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Iberville.
Saint Johns, to wit : } JOSEPH SOLYME & MES-
No. 91. } SIER, advocate, of the
town of Saint Johns, in the district of Iberville,
Plaintiff; against PHILIPPE BROUSSEAU, public
employee, of the city and district of Montreal,
Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in forenoon, on the thirty-first day of July instant (1899), at the parochial church door of the parish of Sainte-Marguerite de Blairfindie, in the district of Iberville, will take place subject to the charge of the lease, for the current year, in favor of François Gaudrault, farmer, of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie aforesaid, done and passed on the thirtieth day of April, one thousand eight hundred and ninety-five, in the said town of Saint Johns, before M^{re} A. N. Deland, and ending on the first day of April next (1900), at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the said THIRTY-FIRST day of JULY instant, at the parochial church door of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 10th July, 1899. 2542
[First published, 15th July, 1899.]

MAYOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Iberville.
Saint Johns, to wit : } THE TOWN OF SAINT
No. 85. } JOHN'S, body politic
and incorporated having its place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, and DAME MARIE ANNE MARCHAND, heretofore of the said town of Saint Johns, and now of the town of Farnham, in the district of Bedford, widow of the late Louis Decelles, in his lifetime of the said town of Saint Johns, seized :

Un lot de terre de la contenance de soixante et douz pieds de front par cent quarante-quatre pieds de profondeur, plus ou moins, situé au côté est de la rue Champlain, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, étant le numéro cent quatorze (No 114), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jean susdite—avec une maison en briques, une maison en bois et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZ heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN, Shérif.
Bureau du Shérif, 2279-2
Saint-Jean, 16 juin 1899.
[Première publication, 24 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **PIERRE TREPANIER,**
District de Québec, } navigateur, du Château
No 723. } Richer; vs **MAGLOIRE**
GAUDREAU, de Saint-Roch des Aulnets,
savoir :

Une terre bornée au nord au vieux chemin, au sud au chemin de fer, au nord-est à J. B. Lévesque, au sud-ouest à Désiré Castonguay, connue comme faisant partie du numéro quatre cent six (406), du cadastre officiel de Saint-Roch des Aulnets.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Roch des Aulnets, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE, Shérif.
Bureau du Shérif, 2321-2
Montmagny, 20 juin 1899.
[Première publication, 24 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **TANISLAS D. VALLIE-**
No 1912. } **RES,** rentier, de la cité
et du district de Montréal, Demandeur; contre les
terres et tenements de **CORNELIUS HONAN,**
de la ville de Westmount, dans le district de
Montréal, Défendeur.

Un terrain situé sur le côté sud-est de la rue Saint-Antoine, dans la cité de Saint-Henri de Montréal, dit district, portant le numéro trente (30), de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385), aux plan et livre de officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, et borné en front par la rue Saint-Antoine, portant les numéros civiques 682, 682a et 684, de la dite rue Saint-Antoine—avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres et aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de

A lot of land containing seventy-two feet in front by one hundred and forty-four feet in depth, more or less, situate on the east side of Champlain street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, being the lot number one hundred and fourteen (No. 114), on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns—with a brick house, a wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN, Sheriff.
Sheriff's Office, 2280
Saint Johns, 16th June, 1899.
[First published, 24th June, 1899.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } **PIERRE TREPANIER,**
District of Québec, } sailor, of Château Ri-
No. 723. } cher; vs **MAGLOIRE GAU-**
DREAU, of Saint Roch des Aulnets, to wit :

A land bounded on the north by the old road, on the south by the railway, on the north east by J. B. Leveque, on the south west by Désiré Castonguay, known as forming part of number four hundred and six (406), of the official cadastre of Saint Roch des Aulnets.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch des Aulnets, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at NOON. The said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE, Sheriff.
Sheriff's Office, 2322
Montmagny, 20th June, 1899.
[First published, 24th June, 1899.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **TANISLAS D. VALLIE-**
No. 1912. } **RES,** rentier, of the city
and district of Montreal, Plaintiff; against the
lands and tenements of **CORNELIUS HONAN,**
of the town of Westmount, in the district of Montreal,
Defendant.

A lot situate on the south east side of Saint Antoine street, in the city of Saint Henri de Montreal, said district, bearing the number thirty (30), of the official subdivision of lot number three hundred and eighty-five (385), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, and bounded in front by Saint Antoine street, bearing the civic numbers 682, 682a and 684, of the said Saint Antoine street—with a right of passage in the lane in rear in common with others and to the ordinary charges of repair.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 12 juillet 1899. 2563
[Première publication, 15 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME ELEONORE AR-**
No. 1621. } **MAND**, ci-devant de la
Rivière des Prairies, et maintenant de la cité e du
district de Montréal, veuve de feu Amable Simard,
en son vivant médecin, de la dite Rivière des Prairies.
Demanderesse ; contre les terres et tenements de
ROMUALD CHARTIER, cultivateur, de la
paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de
Montréal, Défendeur.

2° Un lot de terre situé en la dite paroisse de la
Pointe-aux-Trembles, connu et désigné comme étant
le numéro trente-huit, aux plan et livre de renvoi
officiels du dit cadastre de la paroisse de la Pointe-
aux-Trembles—avec une maison, grange et autres
bâtisses dessus construites.

3° Un terrain situé en la dite paroisse de la
Pointe-aux-Trembles, contenant un arpent de lar-
geur par cinq arpents de profondeur, formant partie
du lot de terre connu et désigné sous le numéro
trente-quatre, aux plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles ; borné
d'un bout par les terres de la Rivière des Prairies,
de l'autre bout, par le résidu du dit numéro trente-
quatre, appartenant à Xavier Chartier, du côté sud-
ouest par partie du lot numéro trente-cinq, appar-
tenant à Xavier Chartier, et du côté nord-est à un
immeuble appartenant à Charles Reeves—sans
bâtisse.

Avs est par le présent donné que la vente des
immeubles sus-mentionnés qui devaient avoir lieu,
le vingt-troisième jour de février dernier (1899),
aura lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le
DIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable
suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du shérif, Député-shérif.
Montréal, 12 juillet 1899. 2565
[Première publication, 15 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **MAXIMILIEN LEFEB-**
No 2273. } **VRE**, cultivateur, en sa
qualité d'administrateur de la succession de feu
Pierre Lefebvre, de la paroisse de Saint-Philippe,
district de Montréal. Demandeur ; contre les terres
et tenements de CYRILLE AUBRY, du même
lieu, Défendeur.

1° Une portion de terre située en la paroisse de
Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, district
de Montréal, en la concession de La Tortue, conte-
nant environ quarante cinq arpents en superficie,
plus ou moins ; bornée en front par la Rivière La
Tortue, en profondeur par les terrains de Saint-
Constant, formant partie du lot numéro (345) trois
cent quarante-cinq, des plan et livre de renvoi offi-
ciels de la dite paroisse de Saint-Philippe—sans
bâtisses.

2° Une autre portion de terre située au même
lieu, contenant environ cinquante-neuf arpents et
cinquante perches en superficie, plus ou moins,
formant le lot numéro trois cent quarante-huit
(348), des plan et livre de renvoi officiels de la dite
paroisse de Saint-Philippe ; borné en front par les
représentants de David Racicot, et en profondeur
aux terrains de Saint-Constant—avec une maison et
une grange dessus construites.

3° Une autre portion de terre au même lieu, con-
tenant soixante et cinq arpents en superficie, plus
ou moins, formant le lot numéro trois cent cin-
quante-deux, des plan et livre de renvoi officiels de
la dite paroisse de Saint-Philippe—avec maison,
grange et autres bâtisses dessus construites.

on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at
TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable
according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 12th July, 1899. 2564
[First published, 15th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME ELEONORE**
No. 1621. } **DARMAND**, formerly
of Rivière des Prairies, and now of the city and
district of Montreal, widow of the late Amable
Simard, in his lifetime physician, of the said Rivière
des Prairies, Plaintiff ; against the lands and
tenements of ROMUALD CHARTIER, farmer, of the
parish of Pointe aux Trembles, in the district
of Montreal, Defendant.

2° A lot of land situate in the said parish of La
Pointe aux Trembles, known and designated as
being number thirty-eight, on the official plan and
book of reference of the cadastre of the parish of
La Pointe aux Trembles—with a house, barn and
other buildings thereon erected.

3. A lot situate in the said parish of La Pointe
aux Trembles, containing one arpent in width by
five arpents in depth, forming part of the lot of
land known and designated as number thirty-four,
on the official plan and book of reference of the
parish of La Pointe aux Trembles ; bounded at one
end by the lands of Rivière des Prairies, at the
other end by the residue of said number thirty-four,
belonging to Xavier Chartier, on the south west
side by part of lot number thirty-five, belonging to
Xavier Chartier, and on the north east side by a lot
belonging to Charles Reeves—without buildings.

Notice is hereby given that the sale of the immo-
vables above mentioned which should have taken
place on the twenty-third day of February last
(1899), will take place in my office, in the city of
Montreal, on the TENTH day of AUGUST next,
at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said
writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 12th July, 1899. 2566
[First published, 15th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MAXIMILIEN LEFEBVRE,**
No 2273. } **M** farmer, in his quality of
administrator of the estate of the late Pierre
Lefebvre, of the parish of Saint Philippe, district
of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements
of CYRILLE AUBRY, of the same place,
Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint
Philippe, in the county of Laprairie, district of
Montreal, in the concession La Tortue, containing
about forty-five arpents in area, more or less ;
bounded in front by the river La Tortue, in depth
by the lands of Saint Constant, forming part of lot
number (345) three hundred and forty-five, of the
official plan and book of reference of the said parish
of Saint Philippe—without buildings.

2. Another piece of land situate at the same
place, containing about fifty-nine arpents and fifty
perches in area, more or less, forming the lot num-
ber three hundred and forty-eight (348), of the
official plan and book of reference of the said parish
of Saint Philippe ; bounded in front by the repre-
sentatives of David Racicot, and in depth by the
lands of Saint Constant—with a house and barn
thereon erected.

3. Another piece of land situate at the same
place, containing sixty-five arpents in area, more
or less, forming lot number three hundred and
fifty-two, of the official plan and book of reference
of the said parish of Saint Philippe—with house,
barn and outbuildings thereon erected.

4° Une autre portion de terre située au même lieu, contenant environ quarante-six arpents et cinquante perches en superficie, plus ou moins, formant la partie nord et longitudinale du lot numéro trois cent cinquante-trois (353), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe.

5° Un autre morceau de terre situé au même lieu, contenant environ sept arpents en superficie, plus ou moins, formant le lot numéro trois cent soixante et dix-neuf (379), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—sans bâtisses.

Vendus les dits immeubles à la charge de deux baux, par H. L. Augé, comptable, des cité et district de Montréal, en sa qualité de séquestre, consentis à Cyrille Aubry, fils, et à Pierre Rielle, passés devant M^{re} Ferdinand Larose, N. P., l'un le 7 juin 1899, et l'autre en date du 8 juin 1899.

Suivant jugement rendu dans la cour supérieure, par l'honorable juge M. Mathieu, en date du 30 juin 1899.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 12 juillet 1899. 2567
[Première publication, 15 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District de Montreal.

Montréal, à savoir : **M**A X I M I L I E N L E -
No 176. } **M** A X I M I L I E N L E -
FEBVRE, cultivateur,
en sa qualité d'administrateur de la succession de feu Pierre Lefebvre, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A" annexée au bref en cette cause, étant la propriété de CYRILLE AUBRY, fils, du même lieu, Défendeur, maintenant entre les mains de Henri L. M. Augé, comptable, des cité et district de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur et maintenant en la possession du dit curateur, dûment nommé au délaissement fait par le dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, connue et désignée sous le numéro trois cent quarante-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—avec les bâtisses y érigées, et bornée en front par la petite rivière de la Tortue.

Vendu, le dit immeuble, sujet à la charge d'un bail, par H. L. Augé, comptable, des cité et district de Montréal, en sa qualité de séquestre, consenti à Pierre Rielle, cultivateur, de la paroisse de Saint-Philippe, comté de Laprairie, passé devant M^{re} Ferdinand Larose, N. P., le 8 juin 1899. Suivant jugement rendu dans la cour supérieure, par l'hon. juge M. Mathieu, en date du 30 juin 1899.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-shérif.
Montréal, 12 juillet 1899. 2569
[Première publication, 15 juillet 1899.]

4. Another piece of land situate at the same place, containing about forty-six arpents and fifty perches in area, more or less, forming the northern and longitudinal part of lot number three hundred and fifty-three (353), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Philippe.

5. Another piece of land situate at the same place, containing about seven arpents in area, more or less, forming lot number three hundred and seventy-nine (379), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Philippe—without buildings.

Said immovables sold subject to the charge of two leases, by H. L. Augé, accountant, of the city and district of Montreal, in his quality of sequester, made to Cyrille Aubry, junior, and to Pierre Rielle, passed before M^{re} Ferdinand Larose, N. P., one on the 7th of June, 1899, and the other on the 8th of June, 1899.

According to the judgment rendered in the superior court by the Honorable judge M. Mathieu, dated the 30th of June, 1899.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Philippe, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 12th July, 1899. 2568
[First published, 15th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District of Montreal.

Montreal, to wit : **M**A X I M I L I E N L E -
No 176. } **M** A X I M I L I E N L E -
FEBVRE ; farmer,
in his quality of administrator of the estate of late Pierre Lefebvre, of the parish of Saint-Philippe, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule endorsed "A" attached to the writ in this cause, being the property of CYRILLE AUBRY, junior, of the same place, Defendant, and now in the hands of Henri L. M. Augé, accountant, of the city and district of Montreal duly named curator to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant and now in the possession of the said curator, duly named to the surrender made by the said defendant, the following immoveable, to wit :

A land situate in the parish of Saint-Philippe, in the county of Laprairie, known and designated as number three hundred and forty-six, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Philippe—with the buildings thereon erected, and bounded in front by the little river La Tortue.

Said immoveable property to be sold subject to the charge of a lease made by H. L. Augé, accountant, of the city and district of Montreal, in his quality of sequestration, made to Pierre Rielle, farmer, of the parish of Saint-Philippe, county of Laprairie before M^{re} Ferdinand Larose, N. P., on the 8th of June, 1899. By judgment rendered in the superior court, by the Honorable judge M. Mathieu, dated the 30th of June, 1899.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Philippe, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's office, Deputy-sheriff.
Montreal, 12th July, 1899. 2570
[First published, 15th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **FELIX DANSEREAU**,
No 2921. } marchand de bois, de
la cité et du district de Montréal, Demandeur ;
contre les terres et tenements de **JOSEPH
LAMONTAGNE**, des cité et district de Montréal,
Défendeur.

Un lopin de terre situé dans la ville de Saint-Louis, connu et désigné sous le numéro neuf cent cent quarante et un (No. 941), de la subdivision officielle numéro dix (No 10), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, ayant front sur la rue Alma et ayant vingt-cinq pieds de largeur sur soixante et douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses érigées et en construction sur le dit immeuble ; sujet le dit immeuble aux clauses et conditions portées dans une promesse de vente sous seing privé par l'honorable Louis Beaubien, représenté par Joseph Beaubien, au défendeur Joseph Lamontagne, en date du treize août mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, aux termes de laquelle le défendeur devient propriétaire et peut exiger un contrat de vente du dit immeuble après avoir payé la moitié du prix de vente, s'élevant à cent quatre-vingt-deux piastres courants, par versements trimestriels et égaux de cinq piastres et cinquante centins avec intérêt à six pour cent, payable semi-annuellement au premier jour de mai et au premier jour de novembre de chaque année, en acompte duquel prix de vente le défendeur a payé une somme de vingt-six piastres et cinquante centins ; la dite promesse de vente devenant nulle de plein droit et sans mise en demeure dans le cas où le dit Joseph Lamontagne négligerait de faire les paiements ci-dessus mentionnés à l'expiration de soixante jours de leurs échéances respectives, ou de se conformer à aucune des obligations de la dite promesse de vente ; les paiements faits ou améliorations ou impenses faites sur le dit lopin de terre, restant en ce cas au dit promettant vendeur l'honorable Louis Beaubien, ainsi qu'il appert à la dite promesse de vente déposée au bureau du shérif.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le **DIX-HUITIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député-Shérif.

Montréal, 12 juillet 1899. 2561

[Première publication, 15 juillet 1899.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LEON PLOUSSARD**, de la
No 1853. } paroisse de Notre-Dame
de Grâce, dans le district de Montréal, jardinier-
maraîcher, Demandeur ; contre les terres et tenements de **ADAM TODD**, des cité et district de Montréal, charretier, Défendeur ; **E. Guérin**, 1er adjudicataire, **James Baxter**, 2ème adjudicataire, **Joseph L. Perron**, 3ème adjudicataire, **Joseph Eloi Gauthier**, 4ème adjudicataire, **J. A. C. Madore**, 5ème adjudicataire, et **C. T. de Lanaudière**, adjudicataire défaillant.

Les terres et tenements mentionnés dans la cédule marquée A, annexé au bref.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Laurent ; borné en front par le chemin de la Reine, autrement appelé Chemin de la Côte Vertu, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-deux (182), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant environ douze arpents en superficie, plus ou moins—et avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le dix-septième jour de mars dernier (1899), aura lieu de nouveau en mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **JUILLET** prochain,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal

Montreal, to wit : } **FELIX DANSEREAU**, lum-
No. 2921. } ber merchant, of the city
and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands
and tenements of **JOSEPH LAMONTAGNE**, of
the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the town of Saint Louis, known and described as number nine hundred and forty-one (No. 941), of the official subdivision number ten (No. 10), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, fronting on Alma street, and having twenty-five feet in width by seventy-two feet in depth, english measure, more or less—with the buildings erected and in course of erection on the said lot ; said lot subject to the clauses and conditions set forth in a promise of sale by private writing by the honorable Louis Beaubien, represented by Joseph Beaubien to the defendant Joseph Lamontagne, dated the thirteenth of August, one thousand eight hundred and ninety-eight, according to the terms of which the defendant becomes proprietor and may require a deed of sale of the said lot upon payment of one half of the price of sale, amounting to one hundred and eighty-two dollars currency, by equal quarterly instalments of five dollars and fifty cents with interest at six per cent, payable half yearly on the first day of May, and on the first day of November, of every year, on account of which purchase price, the defendant has paid a sum of twenty-six dollars and fifty cents, said promise of sale to lapse and become null of course and without and putting in default in the event of the said Joseph Lamontagne neglecting to make the payments herein above mentioned at the expiration of sixty days from their respective dates, or to comply with any of the obligations of the said promise of sale, the payments made or the improvements and expenditure made in the said lot of land remaining in this case to the said promising seller the honorable Louis Beaubien, as appears from the said promise of sale filed in the sheriff's office.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHTEENTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.

Montreal, 12th July, 1899. 2562

[First published, 15th July, 1899.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LEON PLOUSSARD**, of
No. 1853. } the parish of Notre
Dame de Grâce, in the district of Montreal, kitchen-
gardener (*jardinier maraîcher*), Plaintiff ; against
the lands and tenements of **ADAM TODD**, of the
city and district of Montreal, carter, Defendant ;
E. Guerin, 1st purchaser, **James Baxter**, 2nd purchaser,
Joseph L. Perron, 3rd purchaser, **Joseph Eloi Gauthier**,
4th purchaser, **J. A. C. Madore**, 5th purchaser, and **C. T. de Lanaudière**, purchaser
in default.

The lands and tenements mentioned in the schedule marked A, to the writ annexed.

A lot of land situate and being in the parish of Saint Laurent ; bounded in front by the Queen's highway, otherwise called *Chemin de la Côte Vertu*, known and designated as number one hundred and eighty-two (182), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, containing about twelve arpents in area, more or less—and with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present suit, which took place in my office, in the city of Montreal, on the seventeenth day of March last (1899), will take place again in my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY-SEVENTH** day of **JULY** next, at

à DEUX heures de l'après-midi, à la folle enchère du dit C. T. de Lanaudière.

Un dépôt de trois cent cinquante piastres sera requis de chaque enchérisseur lors de sa première enchère.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif. Député Shérif.
Montréal, 27 juin 1899. 2385-2
[Première publication, 30 juin 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JEAN-BAPTISTE BOUR-
No 459. } DREAUULT, avocat, de
la cité et du district de Montréal, Demandeur ;
contre les terres et tenements de JOSEPH REINHARDT, boucher, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal ; borné en front par l'Avenue Mont-Royal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du village de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, comme le lot (No 4) numéro quatre, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt neuf (329)—avec toute la bâtisse dessus construite et avec l'usage en commun d'une ruelle située en arrière du dit lot.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 20 juin 1899. 2313-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } UBALDE GARAND ET
No 872. } TANCREDE D. TER-
ROUX, tous deux banquiers, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires comme tels, en société, sous les nom et raison de Garand, Terroux & Cie, Demandeurs ; contre les terres et tenements de ALPHONSE CHARLEBOIS, entrepreneur, de la cité et du district de Québec, l'un des défendeurs conjointement et solidairement avec JOSEPH O. C. MIGNAULT, ingénieur civil, de la dite cité de Montréal, l'autre défendeur.

Saisie comme appartenant au dit Alphonse Charlebois, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, connue et désignée comme lot numéro quatre cent soixante et trois (463), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil ; bornée au nord-ouest par les numéros quatre cent soixante et quatre, quatre cent soixante et cinq et quatre cent soixante et sept (464, 465 et 467), au sud-est par les numéros quatre cent soixante et six, quatre cent soixante et deux, quinze cent quatre-vingt-trois et quinze cent quatre-vingt-quatre (466, 462, 1583 et 1584), au nord-est par les numéros quatre cent soixante et quatre et quatre cent soixante et six (464 et 466), et par la rivière Ottawa, au sud-ouest par les numéros quinze cent quatre-vingt-trois, quinze cent quatre-vingt-quatre, seize cent quatre-vingt-treize et seize cent quatre-vingt-quinze (1583, 1584, 1693 et 1695), des dits plans, ayant une superficie totale d'environ cent quatre-vingt-treize arpents—et avec les bâtisses dessus construites.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et cinq (465), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil ; borné au nord-ouest par une rue, au sud-est par le lot numéro quatre cent soixante et trois (463), au nord-est par le chemin public, et au sud-ouest par le lot numéro quatre cent soixante et quatre, des même plan et livre de renvoi officiels, ayant une superficie

TWO of the clock in the afternoon, at the resale of the said C. T. de Lanaudière.

A deposit of three hundred and fifty dollars will be required from every bidder at his first bid.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 27th June, 1899. 2386
[First published, 30th June, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JEAN BAPTISTE BOUR-
No. 459. } DREAUULT, advocate, of
the city and district of Montreal, Plaintiff ; against
the lands and tenements of JOSEPH REINHARDT, butcher, of the same place, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Mount Royal Avenue, known and described on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the village of Côte Saint-Louis, county of Hochelaga, as lot (No. 4) number four, of the official subdivision of lot number three hundred and twenty-nine (329)—with the whole of the building thereon erected, and with the use in common of a lane situate in rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 20th June, 1899.
[First published, 24th June, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (B)

District of Montreal.

Montreal, to wit : } UBALDE GARAND AND
No. 872. } TANCREDE D. TER-
ROUX, both bankers of the city and district of Montreal, doing business there as such in partnerships under the name and firm of Garand, Terroux and Co., Plaintiffs ; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, contractor, of the city and district of Québec, one of the defendants jointly and severally with JOSEPH O. C. MIGNAULT, civil engineer, of the said city of Montreal, the other defendant.

The following immoveables seized as belonging to the said Alphonse Charlebois, one of the said defendants, to wit :

1. A lot of land situate being in the parish of Saint Michel de Vaudreuil, known and designated as lot number four hundred and sixty three (No. 463), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel de Vaudreuil ; bounded on the north west by the numbers four hundred and sixty-four, four hundred and sixty-five and four hundred and sixty-seven (464, 465 and 467), on the south east by the numbers four hundred and sixty-six, four hundred and sixty-two, fifteen hundred and eighty-three and fifteen hundred and eighty-four (466, 462, 1583 and 1584), on the north east by the numbers four hundred and sixty-four and four hundred and sixty-six (464 and 466), and by the Ottawa river, on the south west by the numbers fifteen hundred and eighty-three, fifteen hundred and eighty-four, sixteen hundred and ninety-three and sixteen hundred and ninety-five (1583, 1584, 1693 and 1695), of the said plans, having a total superficies of about one hundred and ninety-three arpents—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate and being at the same place, known and designated under the number four hundred and sixty-five (465), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel de Vaudreuil ; bounded on the north west by a street, on the south east by lot number four hundred and sixty-three (463), on the north east by the public highway, and on the south west by lot number four hundred and sixty-four (464), of

totale d'environ quatre-vingt seize perches et vingt-deux pieds—et avec les bâtisses dessus construites.

3° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et six (466), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil; borné au nord-ouest et au sud-ouest par le lot numéro quatre cent soixante et trois (463), des même plan et livre de renvoi officiels, au nord-est par le chemin public, et au sud-est par une rue, ayant une superficie d'environ un arpent, vingt-neuf perches et cent dix pieds—et avec les bâtisses dessus construites.

4° Un autre lot de terre sis et situé à Valoisville, en la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire; borné en front par le chemin public, connu et désigné comme subdivision onze (11), du lot numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire—avec les bâtisses dessus construites.

5. Une terre sise et située au même lieu de Valoisville, composée des lots connus et désignés comme subdivisions treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante et onze, soixante et douze, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze et soixante-seize (13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 et 76), du lot numéro cinquante-sept (57), et les subdivisions (F), (h et i) du dit lot numéro cinquante-sept (57), et une partie non subdivisée du dit lot numéro cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, de trois arpents de front par toute la profondeur qu'il peut y avoir de la partie subdivisée du dit lot, en arrière des subdivisions soixante, soixante et un, soixante-huit, soixante-neuf et soixante et seize (60, 61, 68, 69 et 76), du dit lot à aller au trait carré nord de la dite terre, et borné la dite terre comme suit : en front par le fleuve Saint-Laurent ; au nord par les lots numéros cent sept et cent huit (107 et 108), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, au sud-ouest, partie par le lot numéro cinquante-six (56), et partie par la subdivision dix-neuf (19), du dit lot numéro cinquante-sept (57), des mêmes plan et livre de renvoi officiels, au nord-est, partie par la subdivision douze (12) du dit lot numéro cinquante-sept (57), partie par l'avenue Valois, et partie par le résidu du lot numéro cinquante-sept (57), des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites ; à distraire de la dite terre ce qui peut avoir été vendu au chemin de fer le Grand-Tronc et à la compagnie de chemin de fer Ontario et Québec.

Pour être vendus comme suit, savoir : Les paragraphes Nos. 1, 2 et 3, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; les paragraphes Nos. 4 et 5, en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 27 juin 1899. 2387-2
[Première publication, 30 juin, 1899.]

the same official plan and book of reference, having a total superficies of about ninety-six perches and twenty-two feet — and with buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate and being at the same place, known and designated as number four hundred and sixty-six (466), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel de Vaudreuil; bounded on the north west and south west by lot number four hundred and sixty-three (463), on the same official plan and book of reference, on the north east by the public road, and on the south east by a street, having a superficies of about one arpent, twenty-nine perches and one hundred and ten feet — and with the buildings thereon erected.

4. Another lot of land situate and being at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire; bounded in front by the public road, known and designated as subdivision eleven (11), of lot number fifty seven (57), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire—with the buildings thereon erected.

5. A lot of land situate and being at the same place, Valoisville, consisting of the lots known and designated as subdivisions thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, forty seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five and seventy-six (13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 and 76), of lot number fifty-seven (57), and the subdivisions (F), (h and i), of the said lot number fifty-seven (57), and a non subdivided part of the said lot number fifty-seven (57), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, being three arpents in front by the whole of the depth there may be of the subdivided part of the said lot, in rear of the subdivisions sixty, sixty-one, sixty-eight, sixty-nine and seventy-six (60, 61, 68, 69 and 76), of the said lot to the north line of the said land, the said land being bounded as follows : in front by the river Saint Lawrence, on the north by lots numbers one hundred and seven and one hundred and eight (107 and 108), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, on the south west, partly by lot number fifty-six (56), and partly by subdivision nineteen (19), of the said lot number fifty-seven (57), of the same official plan and book of reference, on the north east, partly by subdivision twelve (12), on the said lot number fifty-seven (57), partly by Valois avenue, and partly by remainder of lot number fifty-seven (57), of the same official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe Claire—with a house, a barn and other buildings thereon erected ; there shall be taken from such lot the portions sold to the Grand Trunk Railway Company and to the Ontario and Quebec Railway Company.

To be sold as follows, to wit : Paragraphs Nos. 1, 2 and 3, at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon ; paragraphs Nos. 4 and 5, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 27th June, 1899. 2388
[First published, 30th June, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } **INSTITUTION ROYALE**
No 1755. } **POUR L'AVANCEMENT**

DES SCIENCES, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de **ALPHONSE PALLASCIO**, des cité et district de Montréal, marchand de quincaillerie, dame Marguerite Picard, du même lieu, veuve de feu Guillaume Pallascio, en son vivant de la dite cité de Montréal, entrepreneur, tant en son nom que comme ayant été commune en biens avec lui et aussi comme légataire usufruitière universelle en vertu de son testament. Dame Marguerite Pallascio, de la dite cité de Montréal, veuve de feu Charles A. Laporte, de la dite cité de Montréal, médecin, Petrus Pallascio, ci-devant de Détroit, dans l'Etat de Michigan, un des Etats-Unis d'Amérique, commis, maintenant de la dite cité de Montréal, et encore le dit Alphonse Pallascio, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Joseph Alphonse, Frédéric, Léopold, Marie Clara, Marie Diana et Edmond Pallascio, tous enfants mineurs, issus du mariage de feu Jean-Baptiste Pallascio, en son vivant de la dite cité de Montréal constructeur et entrepreneur, décédé, avec Dame Exilda Benard, son épouse, maintenant aussi décédée, le dit feu Jean-Baptiste Pallascio, Alphonse Pallascio, Dame Marguerite Pallascio et Petrus Pallascio étant quatre des cinq légataires universels du dit feu Guillaume Pallascio, en vertu du dit testament, et le dit Jean-Baptiste Pallascio et ses héritiers et Alphonse Pallascio étant dans les droits de Joseph Pallascio, le cinquième et dernier légataire en vertu du dit testament, et la dite Dame Marguerite Pallascio et Alphonse Pallascio, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du dit feu Guillaume Pallascio, en vertu de son dit testament, Défendeurs.

1o Saisi comme appartenant à Alphonse Pallascio, l'immeuble suivant, à savoir :

Un emplacement formant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ; borné en front au nord-est par la rue Sainte-Elizabeth, en arrière au sud-ouest par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-sept (487), appartenant à Joseph Laporte dit Richelieu ou ses représentants, et partie par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485), appartenant à M. Letondal ou ses représentants, du côté nord-ouest par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-trois (483), appartenant à L. M. E. Roy, et du côté sud-est par le résidu du dit lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatre (484), appartenant à Gustave Drolet ou ses représentants ; le dit emplacement contenant environ quarante-six pieds quatre pouces de largeur sur environ quarante pieds dix pouces de profondeur, et de là, rétrécissant sur le côté sud-est et ayant une largeur de trente-huit pieds un pouce sur une autre profondeur de trente-neuf pieds neuf pouces, formant une profondeur totale de quatre-vingt-six pieds six pouces, mesure anglaise, plus ou moins,— avec les bâtisses sus-érigées.

2o Saisie comme appartenant, la moitié est du dit morceau de terre à Alphonse Pallascio, la moitié ouest aux mineurs J. B. Pallascio, le dit Alphonse Pallascio ayant l'usufruit de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit: } **THE ROYAL INSTITUTION**
No. 1755. } **FOR THE ADVANCE-**

MENT OF LEARNING, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ALPHONSE PALLASCIO**, of the city and district of Montreal, hardware merchant, Dame Marguerite Picard, of the same place, widow of the late Guillaume Pallascio, in his lifetime of the said city of Montreal, contractor, as well in her own name, as having been common as to property with him, and also as his universal usufructuary legatee under his will, Dame Marguerite Pallascio, of the said city of Montreal, widow of the late Charles A. Laporte, of the said city of Montreal, physician, Petrus Pallascio, formerly of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, clerk, now of the said city of Montreal, and again the said Alphonse Pallascio, in his quality of tutor duly appointed to Joseph Alphonse, Frederick, Leopold, Marie Clara, Marie Diana and Edmund Pallascio, all minor children, issue of the marriage of the late Jean Baptiste Pallascio, in his lifetime of the said city of Montreal, builder and contractor, deceased, with Dame Exilda Benard, his widow, now also deceased, the said late Jean Baptiste Pallascio, Alphonse Pallascio, Dame Marguerite Pallascio and Petrus Pallascio, being four of the five residuary legatees of the said late Guillaume Pallascio, under said will, and the said Jean Baptiste Pallascio and his heirs, and Alphonse Pallascio, being in the rights of Joseph Pallascio, the fifth and remaining legatee under the said will, and the said Dame Marguerite Pallascio and Alphonse Pallascio in their capacity of testamentary executors of the said late Guillaume Pallascio, under his said will, Defendants.

1. Seized as belonging to Alphonse Pallascio, the following immoveable, to wit :

An emplacement forming part of lot number four hundred and eighty-four (484), on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal ; bounded in front, to the north east, by Saint Elizabeth street, in rear to the south west, partly by lot number four hundred and eighty-seven (487), belonging to Joseph Laporte dit Richelieu or his representatives, and partly by lot number four hundred and eighty-five (485), belonging to M. Letondal or his representatives, on the north west side, by lot number four hundred and eighty-three (483), belonging to L. M. E. Roy, and on the south east side, by the remainder of said lot number four hundred and eighty-four (484), belonging to Gustave Drolet or his representatives : said emplacement containing about forty-six feet four inches in width by about forty feet ten inches in depth, and thence narrowing on the south east side, and having a width of thirty-eight feet one inch by a further depth of thirty-nine feet nine inches, making a total depth of eighty feet six inches, english measure, and more or less,— with the buildings thereon erected.

2. Seized as belonging, the east half of said piece of land to Alphonse Pallascio, the west half, to the minors J. B. Pallascio, the said Alphonse Pallascio having the usufruct of the

la dite moitié ouest, la vie durant de Dame Marguerite Picard, de l'immeuble suivant :

Un morceau de terre formant partie du lot connu sous le numéro huit cent soixante et neuf (869), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, contenant environ six mille huit cent cinquante-six (6856) pieds en superficie et mesurant environ quarante-neuf (49) pieds quatre pouces de largeur sur environ cent trente-neuf (139) de profondeur : borné comme suit, savoir : en front par la présente ligne de la rue Saint-Jacques, en arrière au sud-est par une autre partie du dit lot numéro huit cent soixante et neuf (869), maintenant formant partie de la ruelle Pea, du côté nord-est par les lots numéros huit cent quatre-vingt-quatre (884) et huit cent quatre-vingt-cinq (885), des dits plan et livre de renvoi officiels et du côté sud-ouest par une ruelle de douze (12) pieds de largeur, conduisant de la rue Saint-Jacques jusqu'à la borne sud-est du dit lot huit cent soixante et neuf (869), avec le droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la dite ruelle et aussi de la dite ruelle dans et jusqu'à la dite partie du lot numéro huit cent soixante et neuf (869), maintenant utilisée et occupée comme ruelle Pea — avec une bâtisse en pierre et en briques sus-érigée, connue sous les numéros trois cent quatre-vingt-dix (390), trois cent quatre-vingt-douze (392), trois cent quatre-vingt-quatorze (394) et trois cent quatre-vingt-seize (396), de la dite rue Saint-Jacques, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et tel qu'il apparaît sur le plan d'icelui, fait par Jos. Rielle, A. P., daté le 5 juin 1899, et de record dans son bureau.

3o Saisis comme appartenant à Alphonse Pallascio, les immeubles suivants, à savoir :

Un morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot connu sous le numéro huit cent soixante et neuf (869), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de Montréal, contenant environ 23,300 pieds en superficie et mesurant environ 128 pieds de largeur sur 204 pieds, sur le côté sud-ouest et environ 164 pieds 6 pouces sur le côté nord-est, mesure anglaise ; et borné comme suit : en front au nord-ouest, partie par le lot connu sous le numéro 868 des dits plan et livre de renvoi, partie par un passage en commun conduisant à la rue Saint-Jacques, en arrière par les lots numéros 870, 871 et 872 des dits plan et livre de renvoi, du côté sud-ouest par les lots 863, 864, 865 et 866 des dits plan et livre de renvoi, et du côté nord-est par une autre partie du dit lot numéro 869 — avec diverses bâtisses en briques et en bois sus-érigées ; le dit morceau de terre maintenant décrit ayant un droit de passage dans le passage en commun auquel il touche, et conduit à la rue Saint-Jacques, et aussi dans cette partie du dit lot numéro 869, laquelle est maintenant couverte et utilisée comme la dite ruelle Pea, le tout tel que maintenant enclos, sujet cependant au droit de passage de 12 pieds de largeur le long de sa ligne du côté nord-est, depuis le front jusqu'en arrière en faveur des autres parties du dit lot numéro 869, dont les propriétaires ont un droit de passage dans le but de communiquer avec la rue Saint-Jacques et avec la dite ruelle Pea. Le tout mesure anglaise, plus ou moins, et tel qu'il apparaît sur le plan d'icelui fait par Jos. Rielle, A. P., daté le 5 juin 1899, et de record dans son bureau.

said west half, during the life of Dame Marguerite Picard, in the following immoveable :

A piece or parcel of land forming part of the lot known as number eight hundred and sixty-nine (869), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, containing about six thousand eight hundred and fifty-six feet (6,856) in superficies and measuring about forty-nine feet (49) four inches in width by about one hundred and thirty-nine (139) in depth ; bounded as follows, viz : in front, by the present line of Saint James street, in rear, to the south east, by another portion of said lot number eight hundred and sixty-nine (869), now forming part of Pea Lane, on the north east side, by lots numbers eight hundred and eighty-four (884) and eight hundred and eighty-five (885), of said plan and book of reference, and on the south west side, by a lane twelve feet (12) in width, leading from Saint James street to the south eastern limit of said lot eight hundred and sixty-nine (869), with a right of passage in common, with others having rights thereto, in said lane, and also from said lane in and to the said portion of lot number eight hundred and sixty-nine (869), now used and occupied as Pea Lane—with a stone and brick building thereon erected, and known as numbers three hundred and ninety (390), three hundred and ninety-two (392), three hundred and ninety-four (394) and three hundred and ninety-six (396) of the said Saint James street ; the whole english measure, and more or less, and as shown on the plan thereof, made by Jos. Rielle, P. L. S., dated 5th June, 1899, and of record in his office.

3. Seized as belonging to Alphonse Pallascio, the following immoveables, to wit :

A piece or parcel of land, of irregular figure, forming part of the lot known as number eight hundred and sixty-nine (869), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward of Montreal, containing about 23,300 feet in superficies and measuring about 128 feet in width by 204 feet on the south west side, and about 164 feet 6 inches on the north east side, english measure ; and bounded as follows : in front, to the north west, partly by the lot known as number 868, of said plan and book of reference, partly by a passage in common which leads to Saint James street, in rear by the lots numbers 870, 871 and 872, of said plan and book of reference, on the south west side, by the lots 863, 864, 865 and 866, of said plan and book of reference, and on the north east side, by another portion of said lot number 869—with various brick and wooden buildings thereon erected ; the said presently described piece of land having a right of way in the passage in common, on which it fronts and which leads to Saint James street, and also in that part of the said lot number 869, which is now open and used as said Pea Lane ; the whole as now enclosed, subject however to a right of way of 12 feet in width along its north east side line, from front to rear, in favor of the other portions of said lot number 869, the owners of which have a right of passage therein for the purpose of communicating with Saint James street and with said Pea Lane. The whole english measure, and more or less, and as shown on the plan thereof, made by Jos. Rielle, P. L. S., dated 5th June, 1899, and of record in his office.

40 Un morceau de terre de forme irrégulière, contenant environ 11,802 pieds en superficie et faisant front sur la rue Windsor, dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal ; borné comme suit, à savoir : en front, du côté sud-ouest, partie par la rue Windsor, où il mesure 45 pieds 4 pouces, et partie par une partie du lot connu sous le numéro 723 des plan et livre de renvoi du dit quartier, le long duquel il mesure 99 pieds ; du côté nord-est, où il mesure 145 pieds, par les lots numéros 728 et 729, des dit plan et livre de renvoi ; du côté sud-est, où il mesure 120 pieds 5 pouces, par parties des lots numéros 723 et 726, des dits plan et livre de renvoi, et du côté nord-ouest, partie par un passage en commun de dix pieds de largeur, ouvrant sur la rue Windsor, le long duquel le dit morceau de terre mesure 56 pieds 3 pouces, et partie par la partie nord-ouest du dit lot officiel numéro 726, où il mesure 63 pieds 11 pouces. Le dit morceau de terre comprenant premièrement : une partie du dit lot officiel numéro sept cent vingt-trois (723), mesurant 45 pieds 4 pouces de largeur sur une profondeur de 56 pieds 3 pouces sur le côté nord-ouest, 56 pieds 6 pouces sur le côté sud-est, la dite partie étant située à une distance mesurée le long de la rue Windsor, de 20 pieds 2 pouces, du coin sud-ouest du dit lot numéro sept cent vingt-quatre, et à une distance de 25 pieds 3 pouces du coin nord-ouest du dit lot numéro 724, et deuxièmement : une partie du dit lot numéro sept cent vingt-six (726), mesurant 144 pieds 4 pouces sur le côté sud-ouest, et 145 pieds sur le côté nord-est, sur une largeur de 63 pieds 11 pouces ; la dite partie bornée du côté sud-ouest, partie par la partie du lot 723 ci-dessus décrite, partie par un passage en commun ci-dessus mentionné, et partie par une autre partie du dit lot numéro 723 ; du côté nord-est, par les lots numéros 728 et 729, des dits plan et livre de renvoi ; du côté nord-ouest, par une partie du dit lot numéro 726, et du côté sud-est, par une autre partie du dit lot numéro 726, la dite partie étant voisine du lot numéro 725, des dits plan et livre de renvoi, et mesurant 18 pieds au bout sud-ouest du dit lot numéro 723, et 25 pieds au bout nord-est du dit lot numéro 729 sur une profondeur de 63 pieds 11 pouces. Le tout mesure anglaise, plus ou moins, et tel qu'il apparaît sur le plan d'icelui, fait par Jos. Rielle, A. P., daté le 5 juin 1899, et de record dans son bureau.

50 Un morceau de terre, de forme irrégulière, contenant environ 8,592 pieds en superficie, et situé sur les rues Saint-Jacques et Windsor, dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal ; borné comme suit, à savoir : en front, du côté sud-est, par la rue Saint-Jacques, où il mesure 63 pieds 11 pouces à une profondeur de 89 pieds 6 pouces, et de là, par le lot connu sous le numéro 724, des plan et livre de renvoi du dit quartier Saint-Antoine ; du côté nord-ouest, où il mesure 120 pieds 5 pouces, par parties des lots connus sous les numéros 723 et 726, des dits plan et livre de renvoi ; du côté sud-ouest, partie par la rue Windsor, où il mesure 20 pieds 2 pouces, et partie par le dit lot numéro 724, où il mesure 89 pieds 6 pouces ; du côté nord-est, où il mesure 114 pieds, par le lot numéro 729, des dits plan et livre de renvoi—avec la bâtisse en briques con-

4. A piece or parcel of land of irregular figure, containing about 11,802 feet in superficies, and fronting on Windsor street, in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal ; butted and bounded as follows, viz : in front, on the south west side, partly by Windsor street, where it measures 45 feet 4 inches, and partly by a part of the lot known as number 723, of the plan and book of reference of said ward, along which it measures 99 feet ; on the north east side, where it measures 145 feet by the lots numbers 728 and 729, of said plan and book of reference ; on the south east side, where it measures 120 feet 5 inches by portions of the lots numbers 723 and 726, of said plan and book of reference, and on the north west side, partly by a passage in common of ten feet in width, opening into Windsor street, along which the said piece of land measures 56 feet 3 inches, and partly by the north west portion of the said official lot number 726, where it measures 63 feet 11 inches. The said piece of land comprising, first : a portion of the said official lot number seven hundred and twenty-three (723), measuring 45 feet 4 inches in width by a depth of 56 feet 3 inches on the north west side, 56 feet 6 inches on the south east side, said portion being situate at a distance measured along Windsor street, of 20 feet 2 inches from the south west corner of the said lot number seven hundred and twenty-four, and at a distance of 25 feet 3 inches from the north west corner of said lot number 724 and second : a portion of the said lot number seven hundred and twenty-six (726), measuring 144 feet 4 inches on the south west side, and 145 feet on the north east side, by a breadth of 63 feet 11 inches ; and bounded the said portion, on the south west side, partly by the part of lot 723, above described, partly by the passage in common above mentioned, and partly by another portion of said lot number 723 ; on the north east side, by the lots numbers 728 and 729, of said plan and book of reference ; on the north west side, by a portion of said lot number 726, and on the south east side, by another portion of said lot number 726, said portion adjoining the lot number 725, of said plan and book of reference, and measuring 18 feet at the south west end next the said lot number 723 and 25 feet at the north east end next the said lot number 729, by a distance of 63 feet 11 inches. The whole english measure, and more or less, and as shown on the plan thereof, made by Jos. Rielle, P. L. S., dated 5th June, 1899, and of record in his office.

5. A piece or parcel of land, of irregular figure, containing about 8,592 feet in superficies, and situate on Saint James and Windsor streets, in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal ; butted and bounded as follows, viz : in front, on the south east side, by Saint James street, where it measures 63 feet 11 inches to a depth of 89 feet 6 inches, and then, by the lot known as number 724, of the official plan and book of reference, of the said Saint Antoine ward ; on the north west side, where it measures 120 feet 5 inches by portions of lots known as numbers 723 and 726, of said plan and book of reference ; on the south west side, partly by Windsor street, where it measures 20 feet 2 inches, and partly, by the said lot number 724, where it measures 89 feet 6 inches ; on the north east side, where it measures 114 feet, by the lot number 729, of said

nue comme hôtel Carslake sus-érigée. Le dit morceau de terre comprenant, premièrement : le lot connu sous le numéro sept cent vingt-cinq (725), des dits plan et livre de renvoi ; deuxièmement : la partie sud-est du lot numéro sept cent vingt-six (726), des dits plan et livre de renvoi ; la dite partie étant bornée au bout nord-est, et où elle mesure 25 pieds, par le lot numéro 729, des dits plan et livre de renvoi, au bout sud-ouest, et où elle mesure 18 pieds, par le lot numéro 723, des dits plan et livre de renvoi, du côté sud-est, par le lot numéro 725, et du côté nord-ouest, où elle mesure 63 pieds 11 pouces, par le résidu du dit lot numéro 726, et troisièmement : la partie sud-est du lot numéro sept cent vingt-trois (723), des dits plan et livre de renvoi ; la dite partie étant bornée en front par la rue Windsor, où elle mesure 20 pieds 2 pouces ; en arrière, où elle mesure 25 pieds 3 pouces, partie par la partie du lot numéro 726, ci-dessus décrite, et partie par le dit lot 725 ; du côté sud-est, par le dit lot numéro 724, et du côté nord-ouest, par le résidu du dit lot 723, où elle mesure 56 pieds 6 pouces. Le tout mesure anglaise, plus ou moins, et tel qu'il apparaît sur le plan d'icelui, fait par Jos. Rielle, A. P., daté le 5 juin 1899, et de record dans son bureau.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cite de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du shérif, Député-shérif.
Montréal, 7 juillet 1899. 2511
[Première publication, 15 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } THOMAS HOBBS, du canton d'Aylwin, dans le district d'Ottawa, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de HENRY HOBBS, du même lieu, Défendeur.

Saisies comme appartenant au dit défendeur, à savoir :

1° La moitié indivise du lot numéro un (1), rang B, dans le dit canton de Wright, dans le dit district d'Ottawa.

2° La moitié indivise du lot numéro cinquante-deux (52), du septième rang du canton d'Aylwin, dit district d'Ottawa, maintenant connu suivant les plan et livre de renvois officiels pour les dits cantons, comme les lots 52a, 52b et 52c—avec toutes les bâtisses et améliorations ci-dessus.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 21 juin 1899. 2365-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

plan and book of reference—with the brick building known as the hotel Carslake thereon erected. The said piece of land comprising, first : the lot known as number seven hundred and twenty-five (725), of the said plan and book of reference ; second : the south eastern portion of the lot number seven hundred and twenty-six (726), of the said plan and book of reference ; said portion bounded at the north east end, where it measures 25 feet, by the lot number 729, of said plan and book of reference, at the south west end, where it measures 18 feet, by the lot number 723, of said plan and book of reference, on the south east side, by lot number 725, and on the north west side, where it measures 63 feet 11 inches, by the remainder of said lot number 726 ; and third : the south east portion of the lot number seven hundred and twenty-three (723), of said plan and book of reference ; said portion bounded in front by Windsor street where it measures 20 feet 2 inches ; at the rear, where it measures 25 feet 3 inches, partly by the portion of lot number 726, above described, and partly by said lot 725 ; on the south east side, by said lot number 724, and on the north west side, by the remainder of said lot 723, where it measures 56 feet 6 inches. The whole english measure, and more or less, and as shown on the plan thereof, made by Jos. Rielle, P. L. S., dated 5th June, 1899, and of record in 's office.

To be sold at my office, in the ci' of Montreal, on the SEVENTH day of S. EMBER next, at TEN o'clock of the forenoon

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's office Deputy sheriff.
Montreal, 7th July, 1899. 2512
[First published, 15th July, 1899.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } THOMAS HOBBS, of the township of Aylwin, in the district of Ottawa, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of HENRY HOBBS, of the same place, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit :

1. The undivided half of lot number one (1), range B, in the township of Wright, in the said district of Ottawa.

2. The undivided half of lot number fifty-two (52), in the seventh range of the township of Aylwin, in said district, now known according to the official plan and book of reference for said townships, as lots 52a, 52b and 52c—with all the buildings and improvements thereon.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 21st June, 1899. 2366
[First published, 24th June, 1899.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province de Québec, } **WILLIAM RUSSELL,**
District de Pontiac, } de la ville de Pem-
No. 272. } broke, dans le comté de Ren-
frew et province d'Ontario, agent des Terres de la Couronne, Demandeur; contre **DAME MARGUERITE CULLETON**, veuve de feu Michael Culleton, et **JAMES J. CULLETON**, tous deux du canton de l'Île aux Allumettes, dans le district de Pontiac, Défendeurs.

1^o Lot numéro six (No. 6), dans le troisième rang du canton de l'Île aux Allumettes contenant cent acres de terre, plus ou moins; borné au nord par le deuxième rang, au sud par le troisième rang, à l'est par le lot numéro cinq, occupé par Pierre Larivière, et à l'ouest par le lot numéro sept.

2^o Lot numéro sept (No. 7), dans le troisième rang du dit canton, contenant cent acres de terre, plus ou moins; borné au nord par le deuxième rang, au sud par le troisième rang, à l'est par le lot numéro six, et à l'ouest par le numéro huit, occupé par Olivier Gaudette—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du village de Bryson, le **SEIZIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, } Shérif.
Bryson, 8 juillet 1899. } 2555
[Première publication, 15 juillet 1899.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province of Quebec, } **WILLIAM RUSSELL,** of
District of Pontiac, } the town of Pembroke.
No. 272. } in the county of Renfrew
and province of Ontario, crown timber agent, Plaintiff; against **DAME MARGUERITE CULLETON**, widow of the late Michael Culleton, and **JAMES J. CULLETON**, both of the township of Allumette Island, in the district of Pontiac, Defendants.

1. Lot number six (No. 6), in the third range of the township of Allumette Island, containing one hundred acres of land, more or less; bounded to the north by range two, to the south by range three, to the east by lot number five, occupied by Pierre Larivière, and to the west by lot number seven.

2. Lot number seven (No. 7), in the third range of the said township, containing one hundred acres of land, more or less; bounded to the north by range two, to the south by range three, to the east by lot number six, and to the west by lot number eight, occupied by Olivier Gaudette—with the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registrar's office, in the village of Bryson, on the **SIXTEENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, } Sheriff.
Bryson, 8th July, 1899. } 2556
[First published, 15th July, 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DAME MARIE ELEONORE**
No. 727. } **BELLEAU**, épouse de feu
Josephat Hamel, de la paroisse de Sainte-Croix; contre **NARCISSE BLANCHET**, de la paroisse de Saint-Edouard de Lotbinière, à savoir :

Le lot No 152 (cent cinquante-deux), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Edouard de Lotbinière, terre située dans la concession sud du rang Grand Saint-Charles—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Lotbinière, le **DIX-HUITIEME** jour d'**août** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,
Député-Shérif.

Bureau du Shérif, }
Québec, 13 juillet 1899. } 2577
[Première publication, 15 juillet 1899.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC,**
No. 2855. } des contre **PHILOMENE**
TOUCHETTE, des cité et district de Québec, veuve de Albert Drolet, à savoir :

Le lot No. 1410 (mille quatre cent dix), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Morin—avec bâtisses; sujet à une rente annuelle

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **DAME MARIE ELEONORE**
No. 727. } **BELLEAU**, wife of the
late Josephat Hamel, of the parish of Sainte-Croix; against **NARCISSE BLANCHET**, of the parish of Saint-Edouard de Lotbinière, to wit :

Lot No. 152 (one hundred and fifty-two), of the official cadastre of the parish of Saint-Edouard de Lotbinière, being a land situate in the range Grand Saint-Charles—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Edouard de Lotbinière, on the **EIGHTEENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law :

J. B. AMYOT,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office, }
Québec, 13th July, 1899. } 2578
[First published, 15th July, 1899.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC;**
No. 2855. } **against PHILOMENE**
TOUCHETTE, of the city and district of Québec, widow of Albert Drolet, to wit :

Lot No. 1410 (fourteen hundred and ten), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, of the city of Québec, being an emplacement situate on Morin street—with buildings; subject to a

de six piastres, payable le 29 juin, aux Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,
Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 13 juillet 1899. 2573
[Première publication, 15 juillet 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC,**
No. 1211. } **vs P. ZOTIQUE RATTE,**
des cité et district de Québec, garde-magasin,
à savoir :

Le lot No. 4076 (quatre mille soixante et seize), du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Saint-Joachim—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,
Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 13 juillet 1899. 2575
[Première publication, 15 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront venus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coat-cook.

Saint-François, à savoir : } **MOISE DANIEL,**
No. 4382. } du canton de Barnston, comté de Stanstead, commis, Demandeur ; contre les terres et tenements de **DAME LOUISA LAFAYADE,** du canton de Barnston, comté de Stanstead, marchande publique, épouse séparée de biens de Joseph Bourque, du susdit canton de Barnston, et le dit **JOSEPH BOURQUE,** dans le but d'autoriser sa dite épouse à ester en justice, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Louisa Lafayade, l'immeuble suivant, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Barnston, dans le comté de Stanstead, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Barnston, comme lot numéro vingt-huit-dix (No 28-10), dans le onzième rang, contenant un acre et trente deux centièmes (1-32), en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Suzanne de Boundary Line, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 12 juillet 1899. 2557
[Première publication, 15 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **WILLIAM T. OUGHTRED,**
No. 139. } du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de **GEORGE F. WEYLAND,**

yearly rent of six dollars, payable to the community of Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, on the 29th June, every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Sait writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Québec, 13th July, 1899. 2574
[First published, 15th July, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**
No. 1211. } **vs P. ZOTIQUE RATTE,**
of the city and district of Québec, storekeeper, to wit :

1. Lot No 4076 (four thousand and seventy-six), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on Saint Joachim street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 13th July, 1899. 2576
[First published, 15th July, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead at Coat-cook.

Saint Francis, to wit : } **MOISE DANIEL,** of the No. 4382. } township of Barnston, county of Stanstead, clerk, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME LOUISA LAFAYADE,** of the township of Barnston, county of Stanstead, marchande publique, wife separated as to property of Joseph Bourque, of the aforesaid township of Barnston, and the said **JOSEPH BOURQUE,** for the purpose of authorizing his said wife to ester en justice, Defendants.

Seized as belonging to the said Defendant, Dame Louisa Lafayade, the following immoveable property, to wit :

A piece of land situate in the township of Barnston, in the county of Stanstead, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Barnston, as the lot number twenty-eight-ten (No. 28-10), in the eleventh range, containing one acre and thirty-two hundredths (1-32), in superficies—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Suzanne de Boundary-Line, on the FIFTEEN day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 12th July, 1899. 2558
[First published, 15th July, 1899.]

FIERI FACIAS ET DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **WILLIAM T. OUGHTRED,**
No. 139. } of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of **GEORGE F. WEYLAND,** of the township of

du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Weedon, dans le comté de Wolfe, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Weedon, comme lot numéro trois (No 3), dans le septième rang, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

La dite terre pour être vendue, sujette aux charges suivantes en faveur de Charles Frederick Weyland, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, à savoir : de supporter et entretenir le dit Charles Frederick Weyland, en le pensionnant et le logeant convenablement sa vie durant dans la maison qu'il occupe maintenant, ou dans aucune autre maison qui peut être construite sur la terre ci-dessus mentionnée, de le vêtir suivant sa position dans la société, et blanchir son linge et raccommoder ses habits ou faire faire cet ouvrage, de prendre bien soin de lui en tout temps et particulièrement durant la maladie, l'assistance du ministre et les soins du médecin lorsqu'ils seront requis, et de payer leurs comptes respectifs, de payer toutes les dettes dues jusqu'au trois août 1874, et de lui donner en argent pour ses dépenses la somme de douze piastres courant par année, et à son décès de l'enterrer en chrétien et payer les dépenses de ses funérailles.

Pour être vendue tel que décrit plus haut, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier, dans le canton de Weedon, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 21 juin 1899. Shérif. 2323-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

La publication du dix-septième jour de juin 1899 est nulle.

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Terrebonne, Ste Scholastique, savoir : } THOMAS MURPHY, Demandeur; contre }
No 313. } DAME MARY WALSH, es-QUALITÉ, Défenderesse.

Deux terres contigues situées à la Rivière du Nord, en la paroisse de Saint Columban, district de Terrebonne, connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros cinquante-sept et cinquante-huit (57 et 58), contenant chacune trois arpents de largeur sur environ trente-quatre arpents de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église catholique du village de Saint-Columban, dit district, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 21 juin 1899. Shérif. 2363-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

Dudswell, in the district of Saint Francis, farmer, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Weedon, in the county of Wolfe, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Weedon, as the lot number three (No. 3), in the seventh range, containing two hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

The said land to be sold subject to the following charges in favor of Charles Frederick Weyland, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, to wit : to support and maintain the said Charles Frederick Weyland, by boarding and lodging him decently during his lifetime in the house wherein he now lives, or in any other house which may be built on the above mentioned land, to clothe him according to his position in society, and wash and mend his clothes or cause the same to be done, to take good care of him at all times and particularly in sickness, and attendance of the minister and physician when they will be required and pay their respective bills ; to pay all his debts created up to the 3rd August, 1874, and to pay him for spending money the yearly sum of twelve dollars currency, and at his decease to have him buried in a christian-like manner and pay his funeral expenses.

To be sold as aforesaid, at the church door of the parish of Saint Janvier, in the township of Weedon, on the TWENTY-SIXTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 21st June, 1899. Sheriff. 2324
[First published, 24th June, 1899.]

The publication made on the seventeenth day of June, 1899, is null.

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Terrebonne, Ste Scholastique, to wit : } THOMAS MURPHY, Plaintiff; against }
No. 313. } DAME MARY WALSH, es-QUALITÉ, Defendant.

Two contiguous lands situate at Rivière du Nord, in the parish of Saint Columban, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as numbers fifty-seven and fifty-eight (57 and 58), containing each three arpents in width by about thirty-four arpents in depth—with buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Columban, said district, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next (1899), at TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 21st June, 1899. Sheriff. 2364
[First published, 24th June, 1899.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 7 juillet 1899, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District de Québec :—MM. François Xavier Létourneau, Joseph Paul Blouin, Pierre Létourneau, François Xavier Gosselin et Napoléon Pichette, cultivateurs, de la paroisse de Sainte Famille, I. O., comté de Montmorency.

District de Montréal : MM. Wm. Campbell, 7, Amherst Park, et John Dillon, 13, Amherst Park, Montréal. 2583

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juillet courant, incorporant James William Pyke, marchand ; Thomas Palmer Howard, gérant ; William Ross, surintendant ; Beaumont Shepherd, géant, et Robert Alfred Ernest Greenshields, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

(a) De manufacturer et construire des machines devant servir à la production du gaz acetylene de corbure calcium, communément connus comme Générateurs de Gaz Acetylene.

(b) De manufacturer et faire le commerce de lampes, brûleurs et toutes choses nécessaires pour luminaire aux moyens du gaz acetylene.

(c) D'acquérir par achat, par bail ou par le paiement de royalties, des patentes protégeant toutes machines nécessaires pour la production du gaz acetylene et pour l'éclairage aux moyens d'icelui.

(d) De manufacturer, acheter et faire le commerce de corbure calcium dont est produit le gaz acetylene, sous le nom de "The Eclipse Acetylene Gas Company", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq mille (5000) actions de dix piastres (\$10) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce treizième jour de juillet 1899.

JOS. DUMONT,

2585

Assistant secrétaire suppléant.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juillet courant, incorporant Walter H. Coleman, ingénieur électricien, Andover, Massachusetts ; Andrew J. Gordon, gentilhomme, Hatley-Nord, Québec ; Fritz E. Lovell, commerçant, de Coaticook, Québec ; Jacob W. Barnard, commerçant de propriétés immobilières, d'Andover susdit ; John H. Champion, marchand, d'Andover, Massachusetts ; William D. Currier, marchand, de Lawrence, Massachusetts, dans les buts suivants, savoir :

(a) De produire, fabriquer et vendre l'électricité, la lumière électrique et autres lumières, d'acquérir, construire, entretenir et mettre en opération dans toute la province de Québec, tout ce qui est nécessaire, tel que propriété, outillage et usines pour la production, la vente, la distribution et l'approvisionnement de l'électricité de la lumière électrique et autres lumières pour éclairer, chauffer et fournir la force motrice ; de conduire telle électricité ou autre lumière sous les rues, les chemins publics, les ponts et les cours d'eau ainsi que sur les limites d'iceux et à travers ceux dans les cités, villes et autres mu-

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th July, 1899, to associate the following persons to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Quebec :—Messrs. François Xavier Letourneau, Joseph Paul Blouin, Pierre Létourneau, François Xavier Gosselin and Napoléon Pichette, farmers, of the parish of Sainte Famille, I. O., county of Montmorency.

District of Montreal :—Messrs. Wm. Campbell, 7, Amherst Park, and John Dillon, 13, Amherst Park, Montreal. 2584

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth day of July instant incorporating James William Pyke, merchant ; Thomas Palmer Howard, manager ; William Ross, superintendent ; Beaumont Shepherd, manager, and Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, viz :

(a) To manufacture and construct machines used in the production of acetylene gas from calcium carbide, commonly known as Acetylene Gas Generators.

(b) To manufacture and deal in lamps, burners and all appliances necessary for lighting purposes by means of acetylene gas.

(c) To acquire by purchase, by lease or by the payment of royalties, patents covering all machinery necessary for the production of acetylene gas and for illuminating by means of the same.

(d) To manufacture, purchase and deal in calcium carbide from which acetylene gas is produced, by the name of "The Eclipse Acetylene Gas Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five thousand (5000) shares of ten dollars (\$10) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirteenth day of July, 1899.

JOS. DUMONT,

2586

Acting assistant secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing dated the tenth day of July instant, incorporating Walter H. Coleman, electrical engineer, Andover, Massachusetts ; Andrew J. Gordon, gentleman, North Hatley, Quebec ; Fritz E. Lovell, trader, of Coaticook, Quebec ; Jacob W. Barnard, real estate dealer, of Andover aforesaid ; John H. Champion, merchant, of Andover, Massachusetts ; William D. Currier, merchant, of Lawrence, Massachusetts, for the following purposes, viz :

(a) To generate, manufacture and deal in electricity and other illuminants : to acquire, construct, build and maintain and operate all necessary property, plant, and works for the production sale, distribution and supply of electricity and other illuminants for the purpose of light, heat and power, in any part of the province of Quebec ; and to conduct such electricity or other illuminant under and along the sides of, and across streets, highways, bridges and water courses of cities, towns and other municipalities where the company shall carry on its operations, and for that purpose

nicipalités où la compagnie poursuivra ses opérations, et à cette fin d'ériger et entretenir tous poteaux, fils, tubes et autres choses nécessaires.

(b) D'acquérir, construire, entretenir tous terrains, pouvoirs d'eau, écluses, aqueducs, canaux et constructions et de s'en servir suivant ce que la compagnie jugera nécessaire pour les dites opérations.

(c) De temps à autre d'acquérir, fabriquer et faire le commerce de toute autre nouvelle lumière ou tout autre pouvoir qui pourra être découvert ou introduit, sous le nom de "The Eastern Townships Electric Company", avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000) divisé en six cents (600) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de juillet 1899.

JOS. DUMONT,

2587

Assistant Secrétaire suppléant.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juillet courant, constituant en corporation Charles Emile Delorme et Gustave Maurice Delorme, tous deux négociants, de Montréal; Taschereau Fortier, régistrateur, de Saint-François, comté de Beauce; Tancrede Fortier, médecin, de Sainte-Marie, comté de Beauce, et Armand Gédéon Yon, comptable, de Montréal, pour les fins suivantes, savoir: exploiter et faire le commerce des herbes marines; fabriquer et vendre des produits chimiques; cultiver et faire le commerce des fruits; exploiter des sources d'eau minérales; acheter, louer, vendre et exploiter des terrains miniers ou propres à la culture et leurs produits, des limites à bois, des pouvoirs hydrauliques; construire et exploiter des moulins à moulin le grain, à scier et travailler le bois, et y fabriquer des articles en bois, et la pulpe; construire, acquérir et louer des bateaux à vapeur et autres; faire le commerce général de toutes denrées ou marchandises quelconques, sous le nom de "La Compagnie des Sept Iles", avec un fonds social s'élevant en totalité à vingt-cinq mille piastres (\$25,000), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de juillet 1899.

JOS. DUMONT,

2591

Assistant-secrétaire provincial suppléant.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juillet courant, incorporant Charles Ellsworth Slater, manufacturier; John Ernest Kennedy, gérant; Joseph John Westgate manufacturier; Anson McKim, éditeur; James McGrudden, manufacturier, et Charles Cowperthwait Gray, comptable, tous des cité et district de Montréal; et Charles Orlando Clarke, de Saint Paul, dans le district de Montréal, manufacturier; Ronald M. Smith, de la ville de Chesterville, dans la province d'Ontario, commis-voyageur, dans les buts suivants, savoir:

(A) D'acheter, acquérir et prendre les affaires maintenant conduites par MM. George T. Slater & Fils, de Montréal, pour manufacturer des chaussures, y compris les appareils, machines, clientèle, marchandises, livre de dettes, marques de commerce et tout l'actif de la dite compagnie, et généralement toutes choses en rapport avec les dites affaires;

(B) De manufacturer et vendre en gros et en détail des chaussures, caoutchoucs, vernis à chaussures et fournitures en cuir et chaussures, et en faire le commerce; et importer et exporter aucun des dits articles ou leurs produits;

(C) Acquérir, louer, posséder, mettre en opération, vendre tous droits de patente ou marques de commerce en rapport avec les susdits objets ou

to erect and maintain all necessary poles, wires, tubes and other appliances.

(b) To acquire, build, maintain and use all such lands and water-powers, dams, aqueducts, canals and constructions, as they may deem expedient in connection with the operations of the company.

(c) From time to time to acquire, manufacture and deal in any new illuminant or power that may be discovered or introduced, by the name of "The Eastern Townships Electric Company", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000) divided into six hundred (600) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of July, 1899.

JOS. DUMONT,

2588

Acting assistant secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act" letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth day of July instant, incorporating Charles Emile Delorme and Gustave Maurice Delorme, both traders, of Montreal; Taschereau Fortier, registrar, of Saint Francis, Beauce county; Tancrede Fortier, physician, of Saint Mary's, Beauce county, and Armand Gédéon Yon, accountant, of Montreal, for the following purposes, to wit: to exploit and deal in sea grass; to manufacture and sell chemical substances; cultivate and deal in fruit; exploit mineral water springs; buy, lease, sell and exploit mining and arable lands and their products, timber limits, hydraulic powers; build and work grist and saw mills, and therein manufacture wooden articles and pulp; to build, acquire and let steamboats and others; to trade in all kinds of provisions or merchandise whatsoever, by the name of The Seven Islands Company, "La Compagnie des Sept Iles", with a total capital of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of July, 1899.

JOS. DUMONT,

2592

Acting assistant provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth day of July instant, incorporating Charles Ellsworth Slater, manufacturer; John Ernest Kennedy, manager; Joseph John Westgate, manufacturer; Anson McKim, advertising publisher; James McGrudden, manufacturer; and Charles Cowperthwait Gray, accountant, all of the city and district of Montreal; and Charles Orlando Clarke, of Saint Paul, in the district of Montreal, manufacturer; and Ronald M. Smith, of the town of Chesterville, in the province of Ontario, commercial traveller, for the following purposes, viz:

(A) To purchase, acquire and take over the business at present carried on by Messrs George T. Slater & Sons, of Montreal, for the manufacture of boots and shoes, including plant, machinery, good will, stock, book debts, trade marks and all the assets of the said company whatsoever; and generally, everything appertaining to the said business.

(B) To manufacture, deal in and sell, by wholesale or retail, boots and shoes, rubbers, shoe polish, leather and shoe findings; and to import and export any of such articles or their products;

(C) To acquire, lease, own, put in practice, sell, or dispose of all or any patent rights or trade marks applicable to the foregoing subject matter or for

pour les affaires de la dite compagnie et en disposer, sous le nom de "The Slater Shoe Company", avec un fonds social de deux cent milles piastres (\$200,000) divisé en deux mille (2000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de juillet 1899.

JOS. DUMONT,

2589 Assistant Secrétaire suppléant.

the business of said company, by the name of "The Slater Shoe Company", with a total capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000) divided into two thousand (2,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of July, 1899.

JOS. DUMONT,

2590 Acting assistant secretary.

Avis de Faillites

AVIS PUBLIC.

In Re Louis Turcotte, de Saint-Hyacinthe, Failli.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé et restera à mon bureau sujet à contestation jusqu'au deux août prochain, date après laquelle les dividendes y seront payables.

F. X. A. BOISSEAU,

Curateur.

Saint-Hyacinthe, 13 juillet 1899.

2595

Bankrupt Notices

PUBLIC NOTICE.

In Re Louis Turcotte, of Saint-Hyacinth,

Insolvent.

A first and last dividend sheet has been prepared and will remain at my office, subject to objection until the second day of August next, after which date dividend will be payable.

F. X. A. BOISSEAU,

Curator.

Saint Hyacinth, 13th July, 1899.

2596

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour de Circuit.*
No. 25.

Dame Eugénie Bourdon, des cité et district de Saint-Hyacinthe, veuve de Noé Raymond,
Demanderesse ;

vs.

Hormisdas St-Germain, de Saint-Théodore d'Acton,
Défendeur ;

et

Divers opposants.

Sur requête de la demanderesse, attendu que Charles Laliberté, un des huissiers de ce district, a fait rapport devant le tribunal de la dite cour, du bref d'exécution émané en cette cause, contre les biens meubles et effets du défendeur, et des deniers par lui prélevés en vertu du dit bref, avec aussi opposition afin de conserver, alléguant l'insolvabilité du défendeur, il est ordonné par l'honorable Louis Tellier, l'un des juges de la cour supérieure, aux créanciers du dit défendeur, de produire leurs réclamations, sous quinze jours à compter de la date de la première insertion des présentes, dans la *Gazette Officielle de Québec*.

(Certifié) ROY & BEAUREGARD,

2593

G. C. C.

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Circuit Court.*
No. 25.

Dame Eugénie Bourdon, of the city and district of Saint Hyacinth, widow of Noé Raymond,
Plaintiff ;

vs.

Hormisdas St-Germain, of Saint Théodore d'Acton,
Defendant ;

and

Several opposants.

Upon the petition of the plaintiff, whereas Charles Laliberté, one of the bailiffs of this district, has made a return before this court, of the writ of execution issued against the moveables and effects of defendant, and of the monies levied by him, in virtue of said writ, together with an opposition *afin de conserver* alledging the insolvency of said defendant, it is ordered by the Honorable Louis Tellier, one of the judges of superior court, to the creditors of said defendant, to file their claims within fifteen days from the first insertion of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

(Certified) ROY & BEAUREGARD,

2594

C. C. C.

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 28*

- ACTE DE VENTE SANCTIONNÉ:**—Greenwood Cemetery Coy, 1366.
- ANNONCEURS** : — *Avis aux* : — *Concordant avis*, etc., 1359.
- ASSEMBLÉE DES EXAMINATEURS DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE**, 1366.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** : — *Avis au sujet des* — *Assemblée législative*, 1368 ; *Conseil législatif*, 1367.
- EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE**, 1364.
- EXAMENS** : — *Candidats pour licence de mesureur de bois*, 1364.
- FAILLES** : — Bowles, 1377 ; Caverhill, Hughes & Co., 1377 ; Parent, 1378 ; Parker, 1377 ; Parker, 1377 ; Turcotte, 1397.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE** : — *La Cie d'aqueduc de Fraserville*, 1372 ; *Luprairie Brick Coy*, 1373 ; *The Dr Kohr Medecine Coy*, 1375 ; *The French Medical Coy*, 1374 ; *The Grand-Mère Land Coy*, 1376 ; *The Oxol Fluid Beef Coy*, 1374 ; *The Sterilized Milk Supply Coy*, 1371.
- LETTRES PATENTES ÉMISSES** : — *La Cie des Sept Iles*, 1396 ; *L'Association des concerts d'été*, 1366 ; *The Eastern Townships Electric Coy*, 1395 ; *The Eclipse Acetylene Gas Coy*, 1395 ; *The Saint Henry Land Coy*, 1366 ; *The Slater Shoe Coy*, 1396.
- LICITATION** : — *Bell vs Simpson*, 1379.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** : — *Demande d'ériger en* : — *Sainte-Sophie*, 1364.
- NOMINATIONS** : — *Commissionaires per dedimus potestatem* : — *Ph. Malouin et J. P. Noyes*, 1359.
Juges de Paix : — *Districts* : *Montréal*, 1360 ; *Ottawa*, 1360 ; *Québec*, 1395.
Juge de paix, en vertu de l'art. 2572, S. R. : — *District Saint-François*, 1359.
- PROCLAMATIONS** : — *Convocation des Chambres pro forma*, 1363 ; *Erection du canton Campbell*, 1360 ; *Saint-Alphonse et Saint-Ambroise de Kildare annexées à Sainte-Béatrix*, 1362.
- RÈGLES DE COUR** : — *Dme Bourdon vs St-Germain*, 1397 ; *Faucher vs St-Germain*, 1379.
- SÉPARATIONS DE BIENS** : — *Dmes Ettenberg vs Pas hink ofs Ry*, 1371 ; *Leventhan vs Pierce*, 0000 ; *Scott vs Brooks*, 1370 ; *Valade vs Parent*, 1371 ; *Whitman vs Thomas*, 1371 ; *Winter vs Beaulieu*, 1370.
- SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS** : — *Crevier vs Dme St-Denis*, 1371 ; *Dames Perron vs Bourdeau*, 1371.
- SOCIÉTÉ FORMÉE** : — *Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu et le vent de la paroisse de Saint-George de Clarenceville*, 1375.
- TERRES DE LA COURONNE** : — *Avis de cancellation, etc.* : — *Cantons Cathcart*, 1365 ; *Cox*, 1365 ; *Hamilton*, 1365 ; *Maria*, 1365 ; *Signay*, 1365.

*Index of the Quebec Official
Gazette. No. 28*

- DEED OF SALE SANCTIONED** : — *Greenwood Cemetery Coy*, 1366.
- ADVERTISEMENTS** : — *Notice to* : — *Respecting notices*, etc, 1359.
- MEETING OF EXAMINATORS OF PUBLIC INSTRUCTION COUNCIL**, 1366.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** : — *Notices Respecting the* : — *Legislative Assembly*, 1368 ; *Legislative Council*, 1367.
- EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA**, 1364.
- EXAMINATIONS** : — *Candidates for licenses as lumber culler*, 1364
- INSOLVENTS** : — Bowles, 1377 ; Caverhill, Hughes & Co, 1377 ; Parent, 1378 ; Parker, 1377 ; Parker, 1377 ; Turcotte, 1397.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** : — *La Cie d'aqueduc de Fraserville*, 1372 ; *Luprairie Brick Coy*, 1373 ; *The Dr Kohr Medecine Coy*, 1375 ; *The French Medical Coy*, 1374 ; *The Grand-Mère Land Coy*, 1376 ; *The Oxol Fluid Beef Coy*, 1374 ; *The Sterilized Milk Supply Coy*, 1371.
- LETTERS PATENTS GRANTED** : — *The Seven Islands Coy*, 1396 ; *L'Association des concerts d'été*, 1366 ; *The Eastern Townships Electric Coy*, 1395 ; *The Eclipse Acetylene Gas Coy*, 1395 ; *The Saint Henry Land Coy*, 1366 ; *The Slater Shoe Coy*, 1396.
- LICITATION** : — *Bell vs Simpson*, 1379.
- SCHOOL MUNICIPALITY** : — *Application to erect in* : — *Sainte Sophie*, 1364.
- APPOINTMENTS** : — *Commissioners per dedimus potestatem* : — *Ph. Malouin and J. P. Noyes*, 1359.
Justices of the peace : — *Districts* : *Montreal*, 1360 ; *Ottawa*, 1360 ; *Québec*, 1395.
Justice of the peace, under art. 2572, R. S. : — *District Saint Francis*, 1359.
- PROCLAMATIONS** : — *Parliament convoked pro forma*, 1363 ; *Erection of township Campbell*, 1360 ; *Saint Alphonse and Saint Ambroise de Kildare annexed to Sainte Beatrix*, 1362.
- RULE OF COURT** : — *Dme Bourdon vs St. Germain*, 1367 ; *Faucher vs St. Germain*, 1354.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY** : — *Dmes Ettenberg vs Pas hink ofs Ry*, 1371 ; *Leventhan vs Pierce*, 0000 ; *Scott vs Brooks*, 1370 ; *Valade vs Parent*, 1371 ; *Whitman vs Thomas*, 1371 ; *Winter vs Beaulieu*, 1370.
- SEPARATIONS FROM BED AND BOARD** : — *Crevier vs Dme St-Denis*, 1371 ; *Dame Perron vs Bourdeau*, 1371.
- PARTNERSHIP FORMED** : — *The mutual fire and wind and Lightning Insurance Coy of the parish of Saint George de Clarenceville*, 1375.
- CROWN LANDS** : — *Notice of cancellation, etc.* : — *Townships Cathcart*, 1365 ; *Cox*, 1365 ; *Hamilton*, 1365 ; *Maria*, 1365 ; *Signay*, 1365.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUHARNOIS :—McCarthy vs Long, 1381.

IBERVILLE :—La ville de Saint-Jean vs Dame Marchand, 1381 ; Messier vs Brosseau, 1381.

MONTMAGNY :—Trépanier vs Gaudreault, 1382.

MONTREAL :—Boudreault vs Reinhardt, 1386 ; Dansereau vs Lamontagne, 1385 ; Dme Armand vs Chartier, 1383 ; Garand *et al* vs Charlebois *et al*, 1386 ; Lefebvre vs Aubry, 1383 ; Lefebvre vs Aubry, 1384 ; Ploussard vs Todd, 1385 ; The Royal Institution, *etc.* vs Pallascio, 1388 ; Vallières vs Honan, 1382.

OTTAWA :—Hobbs vs Hobbs, 1391.

PONTIAC :—Russell vs Dme Culleton *et al*, 1392.

QUEBEC :—Dme Belleau vs Blanchet, 1392 ; La cité de Québec vs Dme Touchette, 1392 ; La cité de Québec vs Ratté, 1393.

SAINT-FRANÇOIS :—Daniel vs Lafayade *et al*, 1393 ; Oughtred vs Weyland, 1393.

TERREBONNE :—Murphy vs Dm^e Walsh *ès-qual.*, 1394.

SHERIFF'S SALES

BEAUHARNOIS :—McCarthy vs Long, 1381.

IBERVILLE :—The town of Saint Johns vs Dme Marchand, 1381 ; Messier vs Brosseau, 1381.

MONTMAGNY :—Trépanier vs Gaudreault, 1382.

MONTREAL :—Boudreault vs Reinhardt, 1386 ; Dansereau, vs Lamontagne, 1385 ; Dme Armand vs Chartier, 1383 ; Garand *et al* vs Charlebois *et al*, 1386 ; Lefebvre vs Aubry, 1383 ; Lefebvre vs Aubry, 1384 ; Ploussard vs Todd, 1385 ; The Royal Institution, &c. vs Pallascio, 1388 ; Vallières vs Honan, 1382.

OTTAWA :—Hobbs vs Hobbs, 1391.

PONTIAC :—Russell vs Dme Culleton *et al*, 1392.

QUEBEC :—Dme Belleau vs Blanchet, 1392 ; The city of Quebec vs Dme Touchette, 1392 ; The city of Quebec vs Ratté, 1393.

SAINT FRANÇOIS :—Daniel vs Lafayade *et al*, 1393 ; Oughtred vs Weyland, 1393.

TERREBONNE :—Murphy vs Dme Walsh *ès-qual.*, 1394.

